

## Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2009

---

BMO Groupe financier annonce un revenu net de 225 millions de dollars pour le premier trimestre, ce qui reflète le contexte difficile du marché du crédit et des marchés financiers

Les revenus et le revenu net de Services bancaires Particuliers et entreprises - Canada continuent de progresser fortement

Bonne performance sous-jacente à BMO Marchés des capitaux

Maintien d'un solide ratio du capital de première catégorie, à 10,21 %

---

### Points saillants des résultats financiers :

- **Revenu net de 225 millions de dollars, en baisse de 30 millions ou de 12 % par rapport au niveau d'il y a un an.**
- **Résultat par action<sup>1</sup> (RPA) de 0,39 \$ et RPA avant amortissement<sup>2</sup> de 0,40 \$, en baisse de 0,08 \$ ou de 17 % et de 0,09 \$ ou de 18 % par rapport à la même période l'an dernier.**
  - **RPA avant amortissement rajusté<sup>2</sup> de 1,09 \$, exclusion faite des charges liées à la conjoncture des marchés financiers, d'un montant de 359 millions de dollars (0,69 \$ par action) après les impôts.**
- **Dotations à la provision pour pertes sur créances de 428 millions de dollars, en hausse de 198 millions par rapport à la même période l'an dernier.**
- **Notre solide ratio du capital de première catégorie, à 10,21 %, et notre situation solide en matière de liquidités se sont améliorés au cours du trimestre.**

**St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador, le 3 mars 2009** – BMO Groupe financier a annoncé un revenu net de 225 millions de dollars, ou de 0,39 \$ par action, pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2009. Les services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada ont enregistré de bons résultats au cours du trimestre, avec un revenu net de 325 millions de dollars, en hausse de 34 millions de dollars, ou de 12 % par rapport à la même période l'an dernier, malgré une économie au ralenti.

Les résultats incluaient des pertes de 359 millions de dollars après impôts (0,69 \$ par action) attribuables aux charges liées à la conjoncture des marchés financiers, détaillées dans la section intitulée Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du premier trimestre.

« Nos secteurs d'activité de base se sont bien comportés. Les revenus et le revenu net de PE Canada, qui regroupe nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada, ont fortement progressé par rapport à la période correspondante de l'année dernière; leurs revenus et revenu net sont en hausse de 12 % », a déclaré Bill Downe, président et chef de la direction, BMO Groupe financier. « Nous ajoutons des produits attrayants que les clients souhaitent, et nous accroissons la fidélisation de la clientèle et notre part de marché. Notre approche centrée sur le client s'avère payante et notre réussite dans ce domaine se reflète dans les solides résultats une nouvelle fois ce trimestre.

<sup>1</sup> Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du résultat par action (RPA) dans le présent document, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

<sup>2</sup> Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) sont exposés dans la section Mesures non conformes aux PCGR, à la fin du rapport de gestion, où sont également expliqués ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR. Le RPA avant amortissement rajusté est également une mesure non conforme aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à l'information présentée à la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du premier trimestre de même qu'à la section Mesures non conformes aux PCGR.

« Les institutions financières continuent partout de faire face à des vents contraires sur les marchés du crédit et dans la conjoncture des marchés financiers », a expliqué M. Downe. « BMO est bien positionné pour faire face à ces défis après s'être forgé un accès sur les marchés pour renforcer son assise financière et sa trésorerie au cours de la période, bien qu'à un prix plus élevé. À un contexte difficile, BMO oppose un capital financier solide qui lui donne toute la souplesse pour procéder à des acquisitions à des prix attrayants, comme le montre l'entente qu'il a conclue au cours du trimestre avec American International Group en vue d'acquiescer les opérations d'assurance-vie d'AIG au Canada.

« Les résultats des services bancaires aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis ont progressé par rapport à la période correspondante il y a un an et par rapport au quatrième trimestre. La direction demeure concentrée sur les activités de base et l'acquisition de nouveaux clients et elle s'emploie à servir efficacement la clientèle. Au cours du trimestre, la croissance des dépôts et l'amélioration des marges sur les dépôts sont allées de pair avec des taux de fidélité de la clientèle toujours élevés par rapport au quatrième trimestre et par rapport à l'année dernière », a ajouté M. Downe.

Dans nos services de gestion de patrimoine, les revenus tirés des produits de placements à terme ont augmenté d'un exercice à l'autre. Les résultats subissent le contrecoup des baisses des actifs gérés et administrés attribuables principalement aux reculs importants des marchés des actions. Les résultats du premier trimestre de 2009 ont également été touchés par une charge de 11 millions de dollars après impôts en rapport avec la décision prise au dernier trimestre de soutenir certains clients aux États-Unis en leur offrant de racheter les titres à enchères qu'ils détenaient dans leur compte.

BMO Marchés des capitaux a obtenu d'excellents résultats dans la négociation d'actions et les opérations de change ainsi que dans ses secteurs sensibles aux taux d'intérêt et les services bancaires aux grandes entreprises. Les prises fermes de titres de participation se sont bien comportées au cours du trimestre puisque nous avons participé à plusieurs nouvelles émissions », a déclaré M. Downe. Les résultats globaux de BMO Marchés des capitaux incluent des charges de 348 millions de dollars après impôts, comme nous l'expliquons dans la section intitulée Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du premier trimestre.

Les conditions des marchés ont continué d'être extrêmement volatiles au cours du premier trimestre, en raison des inquiétudes suscitées par le marché de l'immobilier aux États-Unis et des pressions exercées à l'échelle mondiale par la récession. Ces inquiétudes ont entraîné une faiblesse persistante des conditions de crédit et un resserrement supplémentaire de nombreux marchés du crédit. Les dotations à la provision pour pertes sur créances s'élèvent à 428 millions de dollars pour le trimestre, et sont constituées de dotations à la provision spécifique de 111 millions au Canada et de 317 millions aux États-Unis, la provision générale n'ayant pas augmenté. Les dotations à la provision spécifique ont augmenté de 258 millions par rapport à la même période l'an dernier, principalement en rapport avec les prêts de nos services aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis. Au cours du premier trimestre de 2008, les dotations à la provision ont totalisé 230 millions de dollars et étaient constituées

de dotations à la provision spécifique de 170 millions et d'une augmentation de la provision générale de 60 millions.

BMO a recours à une méthode de provisionnement selon les pertes prévues aux termes de laquelle les pertes prévues sont imputées aux groupes d'exploitation et l'écart entre les pertes prévues et les pertes réelles est porté au débit ou au crédit des Services d'entreprise.

Les Services d'entreprise ont subi une perte nette de 370 millions de dollars au premier trimestre, dont environ la moitié est attribuable aux dotations à la provision pour pertes sur créances, lesquelles sont imputées aux Services d'entreprise dans le cadre de la méthode de provisionnement selon les pertes prévues, et dont le reste est attribuable au recul des revenus. La baisse des revenus des Services d'entreprise découle de trois facteurs : l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur le marché dont certaines positions de taux d'intérêt dans la gestion de l'actif et du passif ont souffert; des pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché sur les activités de couverture; les mesures de mobilisation de fonds prises pour améliorer notre position en matière de liquidités. Ces facteurs, combinés à la hausse des provisions pour pertes sur créances, liée principalement au secteur immobilier aux États-Unis, ont ébranlé les solides assises de nos activités de base. Les actions prises tout au long du premier trimestre à l'égard du capital et du financement à terme ont permis de renforcer l'assise financière et la situation en matière de liquidités de BMO; la plupart des besoins en matière de financement à terme qui avaient été estimés pour 2009 sont maintenant satisfaits.

Nous avons annoncé aujourd'hui un dividende de 0,70 \$ par action ordinaire pour le deuxième trimestre, ce qui correspond à un dividende annuel de 2,80 \$ par action ordinaire.

## Revue des résultats des groupes d'exploitation

### PE Canada

Le revenu net s'établit à 325 millions de dollars, soit une hausse de 34 millions de dollars ou de 12 % par rapport à la même période il y a un an, malgré une économie au ralenti. La hausse des revenus dans l'ensemble des services aux particuliers, des services aux entreprises et des services de cartes s'explique par l'augmentation du volume ainsi que par l'amélioration de la marge nette d'intérêts. L'élargissement des marges par rapport à la même période il y a un an est attribuable à la hausse des volumes de produits plus rentables, aux mesures de tarification adoptées en raison des coûts de mobilisation de fonds à long terme, ainsi qu'aux taux préférentiels favorables liés aux taux des acceptations bancaires, partiellement contrebalancés par la baisse des frais de refinancement des prêts hypothécaires.

Nous avons enregistré de bons résultats au cours du trimestre dans un marché difficile. Nos clients nous disent que nos services se sont améliorés. L'accent mis sur les relations établies avec les clients s'est traduit par l'amélioration des taux de fidélisation et par la croissance des revenus. En 2009, nous avons toujours pour objectif d'augmenter notre part de marché dans le contexte d'un ralentissement de la croissance.

Dans le secteur des services aux particuliers, nous avons introduit un nouveau Compte d'épargne bonifiée (CEB) permettant aux clients d'ouvrir un compte en ligne, un nouveau compte d'épargne libre d'impôt et la Trousse d'achat première maison BMO qui guide, étape par étape, les acheteurs d'une première maison dans le financement, la sélection et l'achat de

leur première maison. Nous avons également lancé le 9 février une nouvelle hypothèque à taux variable sur cinq ans qui offre à nos clients plus de choix pour la gestion de leurs besoins dans le domaine des prêts hypothécaires. En outre, le 13 janvier 2009, BMO Groupe financier a annoncé la conclusion d'une entente définitive avec American International Group Inc. (AIG) en vue d'acquiescer les opérations d'assurance-vie d'AIG au Canada, ce qui permettra aux clients de BMO d'accéder à une plus vaste gamme de produits de placement et d'assurance. La transaction devrait être conclue d'ici au 1<sup>er</sup> juin 2009, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation.

Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, nous gardons le cap sur notre objectif : devenir la banque de choix des entreprises partout au Canada. Dans le contexte actuel du resserrement du crédit, nous continuons à permettre à nos petites et moyennes entreprises d'accéder au crédit. La croissance des prêts s'est établie à 5,8 % d'un exercice à l'autre. BMO se classe au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché des services aux entreprises au Canada, avec une part de marché de 19,93 %, en hausse de 56 points de pourcentage par rapport à la même période l'an dernier. Les taux de satisfaction du service à la clientèle se sont améliorés tant dans les services de gestion de succursales que dans les services de relations.

Nous avons également enregistré une progression dans les services de cartes en tirant profit de nouveaux produits mis sur le marché l'année dernière, notamment les cartes Shell MasterCard Mosaik, AIR MILES et les programmes de remise en espèces. Les revenus tirés des services de cartes et de paiements ont augmenté de 57 millions de dollars, soit de 24 %, par rapport à la même période l'exercice précédent. Le marketing de la marque, les promotions et une meilleure intégration des ventes de cartes dans l'ensemble des succursales ont entraîné une croissance continue du portefeuille de cartes.

#### **PE États-Unis (tous les montants sont en dollars américains)**

Le revenu net s'établit à 27 millions de dollars, en hausse de 1 million de dollars, ou de 3,4 % par rapport à la même période l'an dernier. Le revenu net avant amortissement s'élève à 33 millions de dollars, soit un niveau équivalent à celui d'il y a un an. Au cours du trimestre, nous avons enregistré une croissance des dépôts et des prêts ainsi qu'une amélioration des marges sur les dépôts. Nous continuons de bien progresser dans nos services de base avec une hausse des revenus et un meilleur levier d'exploitation. Les mauvaises conditions du crédit influent sur les résultats, en occasionnant une augmentation des prêts non productifs et des coûts de gestion de notre portefeuille, facteurs qui ont entraîné la diminution de 10 millions de dollars du revenu net, comparativement à 4 millions de dollars à la même période l'an dernier. Nous continuons de nous concentrer sur la gestion des dépenses discrétionnaires. Nous continuons également de nous concentrer sur l'acquisition d'une nouvelle clientèle dans le domaine du crédit aux particuliers et aux entreprises, en conformité avec nos pratiques rigoureuses en matière d'évaluation du risque.

Le revenu a progressé de 29 millions de dollars ou de 13 %. Cette augmentation s'explique surtout par l'incidence de 19 millions de dollars de nos acquisitions au Wisconsin et de la progression des marges sur les dépôts. Abstraction faite des frais de 16 millions de dollars associés aux acquisitions au Wisconsin, les frais ont augmenté de 6 millions de dollars ou de 3,7 %.

L'augmentation de la marge nette d'intérêts par rapport à l'exercice précédent s'explique par la poursuite des efforts de tarification et de constitution de nouveaux dépôts.

#### **Groupe Gestion privée**

Le revenu net s'établit à 57 millions de dollars, alors qu'il s'élevait à 96 millions pour la même période l'an dernier, les résultats ayant subi le contrecoup d'un contexte d'exploitation plus difficile et d'une charge de 17 millions de dollars (11 millions de dollars après impôts) en rapport avec la décision prise au dernier trimestre de soutenir certains clients aux États-Unis en leur offrant de racheter les titres à enchères qu'ils détiennent dans leur compte.

Le revenu du trimestre a fléchi de 61 millions de dollars, ou de 12 %, par rapport à la même période l'an dernier principalement en raison de la baisse des revenus tirés des services tarifés et de commissions dans les services de placement traditionnels et de la réduction des revenus des services de fonds d'investissement liée à la diminution considérable des actifs puisque ces services ont souffert de la conjoncture difficile des marchés. Ces diminutions ont été partiellement compensées par la hausse des revenus de produits de placement à terme.

Les actifs sous gestion et sous administration ont subi le contrecoup de l'affaiblissement des conditions du marché et ont diminué de 20 milliards de dollars, ou de 8,3 % par rapport à la même période l'an dernier malgré le gain de 16 milliards de dollars lié à la remontée du dollar américain. Nous notons une forte progression des volumes de dépôts à terme, qui ont augmenté de 8 milliards de dollars, ou de 21 % par rapport à la même période l'an dernier.

Vu les récents défis de l'économie mondiale et des marchés des actions, nous apportons des ajustements à notre mode de dépenses et d'affectation des ressources. Nous continuerons d'offrir le niveau élevé de service que nos clients attendent, tout en continuant de gérer de manière responsable les coûts liés au personnel et les dépenses discrétionnaires dans ce contexte de marché difficile.

Le groupe continue à innover et à être reconnu pour ses produits et services. Au cours du trimestre, BMO a eu la fierté d'annoncer qu'elle est la toute première banque canadienne à offrir un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI), un nouveau régime mis en place par le gouvernement fédéral afin d'améliorer la sécurité financière à long terme des personnes handicapées. Le REEI BMO propose une vaste gamme de solutions de placement convenant aux investisseurs ayant des objectifs à long terme. Ces solutions comprendront entre autres des certificats de placement garanti, des fonds d'investissement, ou encore des portefeuilles de solutions entièrement gérées.

Pour la troisième année consécutive, BMO Fonds d'investissement s'est classée au premier rang des sociétés de fonds d'investissement du classement annuel de Dalbar pour la qualité de ses services à sa clientèle francophone aussi bien qu'anglophone. BMO Ligne d'action s'est quant à elle placée au second rang dans le classement de Dalbar pour ses services aux investisseurs dans le secteur du courtage en direct.

En outre, nous avons acquis une participation supplémentaire de 18 % dans Virtus Investment Partners Inc. et détenons maintenant une participation de 23 % au moyen d'actions privilégiées avec droit de vote. Virtus offre des produits et services de gestion de placements aux particuliers ou aux institutions en tant que société de gestion d'actifs multigestionnaire comprenant

un certain nombre de gestionnaires distincts affiliés en propriété exclusive.

### **BMO Marchés des capitaux**

Le revenu net s'établit à 179 millions de dollars, soit une hausse de 208 millions par rapport à la même période l'an dernier. Le revenu a crû de 454 millions de dollars et s'établit à 727 millions de dollars. Les revenus de négociation ont fortement augmenté, les revenus liés aux services aux grandes entreprises ont progressé et les secteurs sensibles aux taux d'intérêt ont continué d'enregistrer de bons résultats. Les résultats du trimestre ont été diminués par les pertes non réalisées totalisant 511 millions de dollars (348 millions de dollars après impôts) attribuables aux rajustements d'évaluation du crédit, à l'entité canadienne de protection contre le risque de crédit Apex et au papier commercial adossé à des actifs de tierce partie assujetti à l'Accord de Montréal, comme nous le décrivons dans la section intitulée Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du premier trimestre. Les résultats de BMO il y a un an incluaient des charges de 488 millions de dollars (324 millions de dollars après impôts) liées à la conjoncture des marchés financiers, tel que nous le précisons dans la section Éléments

notables, à la fin du rapport de gestion.

Les conditions du marché ont permis d'enregistrer de bons résultats au cours du trimestre en maintenant un portefeuille diversifié et dynamique d'entreprises ayant pour principal objectif de répondre à l'évolution des besoins de ses clients. Cette stratégie a permis d'enregistrer d'excellents résultats dans la négociation d'actions et les opérations de change, d'accroître les revenus liés aux services aux grandes entreprises et d'obtenir un redressement des prises fermes de titres de participation dans la mesure où les émetteurs ont décidé de renforcer leur capital dans la conjoncture actuelle. Conformément à cette stratégie, nous continuons d'améliorer notre profil risque-rendement, en optimisant l'utilisation du capital et en ajustant en conséquence nos stratégies de négociation.

BMO Marchés des capitaux a participé à 102 nouvelles émissions au cours du trimestre, soit 20 émissions de titres de créance d'entreprises, 29 émissions de titres de créance d'administrations publiques, 14 émissions d'actions privilégiées et 39 transactions portant sur des actions ordinaires, pour un total de 43,3 milliards de dollars, en hausse de 19,8 milliards de dollars par rapport au dernier trimestre.

# Faits saillants

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les périodes de trois mois terminées le

	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008	Variation par rapport au 31 janvier 2008
<b>Points saillants de l'état des résultats</b>						
Revenu total	2 442 \$	2 813 \$	2 746 \$	2 620 \$	2 026 \$	20,5 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	428	465	484	151	230	86,1
Frais autres que d'intérêts	1 841	1 818	1 782	1 680	1 614	14,1
Revenu net	225	560	521	642	255	(11,7)
<b>Revenu net par unité d'exploitation</b>						
PE Canada	325 \$	333 \$	331 \$	320 \$	291 \$	11,7%
PE États-Unis	34	12	28	30	26	30,8
Groupe GP	57	75	108	107	96	(40,6)
BMO MC	179	290	263	187	(29)	+100
Services d'entreprise a)	(370)	(150)	(209)	(2)	(129)	(+100)
<b>Données relatives aux actions ordinaires</b> (en dollars)						
Résultat dilué par action	0,39 \$	1,06 \$	0,98 \$	1,25 \$	0,47 \$	(0,08)\$
Résultat dilué par action avant amortissement b)	0,40	1,08	1,00	1,26	0,49	(0,09)
Dividendes déclarés par action	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,00
Valeur comptable d'une action	32,18	32,02	30,15	29,71	28,64	3,54
Cours de clôture de l'action	33,25	43,02	47,94	50,10	56,75	(23,50)
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	17,9	21,7	24,2	25,2	28,3	(10,4)

Au

	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008	Variation par rapport au 31 janvier 2008
<b>Points saillants du bilan</b>						
Actif	443 174 \$	416 050 \$	375 047 \$	375 158 \$	376 825 \$	17,6%
Solde net des prêts et acceptations d)	190 099	186 962	175 882	171 826	168 994	12,5
Dépôts	264 580	257 670	248 657	238 580	242 911	8,9
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17 371	16 158	15 207	14 954	14 304	21,4

Pour les périodes de trois mois terminées le

	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008
<b>Mesures financières</b> (%) c)					
Rendement total des capitaux propres annualisé sur cinq ans	(6,9)	0,9	5,1	8,2	10,1
Croissance du résultat dilué par action	(17,0)	21,8	(23,4)	(3,1)	(29,9)
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement b)	(18,4)	21,3	(23,1)	(3,8)	(27,9)
Rendement des capitaux propres	4,9	14,0	13,5	17,9	6,7
Rendement des capitaux propres, avant amortissement b)	5,2	14,3	13,7	18,1	6,9
Croissance du profit économique net b)	(71,8)	+100	(56,5)	(7,9)	(+100)
Levier d'exploitation	6,4	18,0	0,1	(0,5)	1,5
Levier d'exploitation, avant amortissement net b)	6,4	18,0	0,0	(0,7)	1,5
Croissance du revenu	20,5	27,9	7,5	3,6	(2,0)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	75,4	64,6	64,9	64,1	79,7
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement b)	75,0	64,2	64,5	63,8	79,2
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations (annualisée) d)	0,90	1,01	1,10	0,35	0,55
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	11,91	11,34	9,09	9,54	7,46
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	28,2	29,1	29,6	29,6	30,7
Ratio du capital de première catégorie – Bâle II	10,21	9,77	9,90	9,42	9,48
Cote de crédit					
DBRS	AA	AA	AA	AA	AA
Fitch	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Moody's	Aa1	Aa1	Aa1	Aa1	Aa1
Standard & Poor's	A+	A+	A+	A+	A+

**Ratios financiers** (% sauf indication contraire) c)

Rendement total des capitaux propres sur douze mois	(37,7)	(27,9)	(24,4)	(24,6)	(15,6)
Rendement de l'action	8,42	6,51	5,84	5,59	4,93
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	9,0	11,4	13,4	12,9	14,5
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	1,03	1,34	1,59	1,69	1,98
Profit économique net (en millions de dollars) b)	(219)	145	122	266	(127)
Rendement de l'actif moyen	0,19	0,54	0,52	0,66	0,26
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,51	1,71	1,59	1,48	1,45
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	45,5	49,8	53,2	55,2	40,1
Croissance des frais autres que d'intérêts	14,1	9,9	7,4	4,1	(3,5)
Croissance des frais autres que d'intérêts, avant amortissement b)	14,1	9,9	7,5	4,3	(3,5)
Ratio du capital total – Bâle II	12,87	12,17	12,29	11,64	11,26
Ratio des capitaux propres à l'actif	4,3	4,3	4,5	4,4	4,1

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

b) Se reporter à la section « Mesures non conformes aux PCGR » dans le Rapport de gestion pour une explication des résultats avant amortissement et du profit économique net. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard

selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

c) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

d) À compter du premier trimestre de 2009, les titres pris en pension ou empruntés sont exclus du montant net des prêts et acceptations et des statistiques à l'égard du crédit. Tous les chiffres comparatifs ont été retraités.

# Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans ce Rapport de gestion sont en date du 3 mars 2009. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Le présent Rapport de gestion doit être lu en se reportant aux états financiers consolidés non vérifiés pour la période terminée le 31 janvier 2009, qui sont inclus dans le présent document, et au Rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, qui est inclus dans le Rapport annuel 2008 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

**La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.**

## Sommaire des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2009	Augmentation (Diminution) c. T1-2008		Augmentation (Diminution) c. T4-2008	
Revenu net d'intérêts	<b>1 331</b>	117	10 %	(82)	(6 %)
Revenu autre que d'intérêts	<b>1 111</b>	299	37 %	(289)	(21 %)
Revenu	<b>2 442</b>	416	21 %	(371)	(13 %)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	<b>428</b>	258	+100 %	113	36 %
Hausse de la provision générale	-	(60)	(100 %)	(150)	(100 %)
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	<b>428</b>	198	86 %	(37)	(8 %)
Frais autres que d'intérêts	<b>1 841</b>	227	14 %	15	1 %
Charge de restructuration	-	-	-	8	100 %
Total des frais autres que d'intérêts	<b>1 841</b>	227	14 %	23	1 %
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices	<b>71</b>	(20)	(22 %)	22	45 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	<b>19</b>	1	3 %	-	-
Revenu net	<b>225</b>	(30)	(12 %)	(335)	(60 %)
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts) 1)	<b>8</b>	-	-	(2)	(12 %)
Revenu net avant amortissement 2)	<b>233</b>	(30)	(11 %)	(337)	(59 %)
Résultat de base par action (en dollars)	<b>0,39</b>	(0,09)	(19 %)	(0,67)	(63 %)
Résultat dilué par action (en dollars)	<b>0,39</b>	(0,08)	(17 %)	(0,67)	(63 %)
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 2)	<b>0,40</b>	(0,09)	(18 %)	(0,68)	(63 %)
Rendement des capitaux propres (RCP)	<b>4,9 %</b>		(1,8 %)		(9,1 %)
RCP avant amortissement 2)	<b>5,2 %</b>		(1,7 %)		(9,1 %)
Ratio de productivité	<b>75,4 %</b>		(4,3 %)		10,8 %
Ratio de productivité avant amortissement 2)	<b>75,0 %</b>		(4,2 %)		10,8 %
Levier d'exploitation	<b>6,4 %</b>		n.s.		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement 2)	<b>6,4 %</b>		n.s.		n.s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	<b>1,51 %</b>		0,06 %		(0,20 %)
Taux d'imposition effectif	<b>(41,0 %)</b>		9,3 %		(31,8 %)
Ratios de capital					
Ratio du capital de première catégorie	<b>10,21 %</b>		0,73 %		0,44 %
Ratio du capital total	<b>12,87 %</b>		1,61 %		0,70 %
Revenu net :					
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>359</b>	42	13 %	14	4 %
PE Canada	<b>325</b>	34	12 %	(8)	(2 %)
PE États-Unis	<b>34</b>	8	27 %	22	+100 %
Groupe Gestion privée	<b>57</b>	(39)	(40 %)	(18)	(24 %)
BMO Marchés des capitaux	<b>179</b>	208	+100 %	(111)	(38 %)
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	<b>(370)</b>	(241)	(+100 %)	(220)	(+100 %)
Revenu net de BMO Groupe financier	<b>225</b>	(30)	(12 %)	(335)	(60 %)

1) L'amortissement d'actifs incorporels non liés à des acquisitions n'entre pas en ligne de compte pour déterminer le revenu net avant amortissement.

2) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR figurant à la fin du rapport de gestion, qui porte sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

n.s. - non significatif.

---

## Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Le président et chef de la direction et le chef des finances intérimaire de BMO ont signé des attestations certifiant l'exactitude de l'information financière contenue dans notre Rapport de gestion intermédiaire et dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 31 janvier 2009 et concernant la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le contrôle interne de BMO à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui : concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de BMO; fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant, et que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de BMO; et fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites intrinsèques, il est possible que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

Il n'y a eu aucun changement au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009 à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné le présent document et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, et le Conseil d'administration de BMO a approuvé ces documents avant leur publication.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section Rapport de gestion du Rapport annuel 2008 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse <http://www.bmo.com/relationinvestisseurs>. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

---

## Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2009 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 30 et 31 du Rapport annuel 2008 de BMO, qui décrivent en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur les résultats futurs de BMO. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes terminées à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Pour déterminer que l'acquisition des activités canadiennes d'assurance-vie d'American International Group, Inc. devrait être conclue d'ici le 1<sup>er</sup> juin 2009, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous avons présumé que nos projets conjoints relatifs à la réalisation des activités préalables à la conclusion se dérouleraient conformément au calendrier mutuellement établi et que les résultats de nos activités préalables à la conclusion correspondraient à nos attentes. Pour déterminer que l'acquisition devrait donner lieu à une diminution de notre ratio du capital de première catégorie et de notre ratio du capital total de moins de 15 et de 25 points de base, respectivement, nous avons présumé que le prix d'achat serait d'environ 375 millions de dollars.

Pour conclure que les rajustements découlant de l'évaluation à la valeur de marché apportés aux couvertures de dérivés connexes qui ne satisfont pas aux conditions de la comptabilité de couverture devraient être repris sur la durée de vie des couvertures sans qu'il y ait perte économique, nous avons présumé que nous détiendrons les instruments dérivés jusqu'à leur échéance.

Les hypothèses relatives aux ventes d'actifs, aux prix de vente prévus pour les actifs, au coût net de mobilisation des fonds, à la qualité du crédit et au risque de défaillance et de pertes sur défaillance des actifs sous-jacents des entités de gestion de placements structurés sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les entités de gestion de placements structurés dont il est question dans le présent document, y compris le montant qui pourrait être retiré en vertu des facilités de trésorerie fournies par BMO et la perspective que la protection de premier niveau fournie par les billets de capital subordonnés dépasse les pertes futures. Selon certaines de nos principales hypothèses, les actifs continueront à être vendus dans le but de réduire la taille des entités de gestion de placements structurés, selon diverses hypothèses de prix d'actifs et le niveau des défauts et des pertes sera conforme à la qualité du crédit des actifs sous-jacents et à nos attentes actuelles concernant la persistance des difficultés sur les marchés.

Les hypothèses relatives au niveau des défauts et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des transactions que Apex Trust a conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seraient comparables à ceux de l'expérience historique. En établissant nos attentes concernant le risque de pertes sur créances lié à Apex Trust dans l'avenir, nous avons tenu compte de facteurs importants dont la diversification sectorielle, la qualité initiale du crédit de chaque portefeuille et la protection de premier niveau intégrée à la structure.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2009 et aux conséquences de ce comportement sur nos activités sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Selon certaines de nos principales hypothèses, les économies canadienne et américaine se contracteraient au cours de la première moitié de 2009 et les taux d'intérêt et d'inflation demeureraient bas. La conjoncture économique devrait s'affaiblir et les taux d'intérêt devraient baisser plus que nous l'avions prévu à la fin de l'exercice 2008. Nous avons également supposé que les marchés de l'habitation au Canada faibliraient en 2009 et qu'ils prendraient de la vigueur au cours de la deuxième moitié de l'année aux États-Unis. Nous avons supposé que la situation des marchés financiers s'améliorerait quelque peu au cours de la deuxième moitié de 2009 et que le dollar canadien se raffermirait légèrement par rapport au dollar américain. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les

### Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, à [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs), sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

### Perspectives et revue économiques

L'économie canadienne devrait se contracter d'environ 2 % en 2009, marquant la première récession au pays en 17 ans. La baisse de la demande mondiale et le recul des prix des produits de base continueront de réduire les exportations. Des mesures monétaires et fiscales énergiques devraient cependant favoriser une reprise graduelle plus tard au cours de l'année. L'activité du marché de l'habitation et la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation devraient faiblir davantage dans un contexte de prudence grandissante des consommateurs. Même si la croissance des dépenses de consommation et des prêts aux particuliers devrait ralentir en raison de la montée du chômage, elle demeurera positive en raison des taux d'intérêt bas. Les investissements des entreprises et la croissance des prêts devraient enregistrer une baisse surtout dans le secteur des ressources et le secteur manufacturier. Le taux de chômage devrait dépasser les 8 % avant la fin de l'année, soit environ trois points de pourcentage au-dessus du creux de l'année dernière, mais sous les niveaux records des récessions précédentes. La Banque du Canada devrait réduire le taux du financement à un jour, lequel devrait atteindre un nouveau plancher en 2009. Le dollar canadien et les prix des produits de base devraient demeurer faibles à court terme, mais ils devraient se raffermir avec la reprise de l'économie mondiale plus tard au cours de l'année.

L'économie des États-Unis devrait demeurer en profonde récession dans la première moitié de 2009. Les mesures monétaires et fiscales énergiques et la baisse des prix des combustibles devraient conduire à une lente reprise plus tard dans l'année. Malgré l'abordabilité qui s'est nettement améliorée, l'affaiblissement des marchés de l'habitation devrait se maintenir dans la première moitié de l'année en raison des stocks de maisons invendues toujours élevés, des normes de crédit contraignantes et des pertes massives d'emplois, ce qui présage d'un affaiblissement continu de la demande de nouveaux prêts hypothécaires à l'habitation. Les dépenses de consommation et les prêts aux particuliers devraient enregistrer une baisse à mesure que les ménages reconstituent leur épargne et remboursent leurs dettes. Les sociétés devraient continuer à réduire leurs dépenses, ce qui entraînera une faible croissance des prêts aux entreprises. Le taux de chômage devrait dépasser les 9 % ultérieurement au cours de l'année et atteindre dès lors le taux le plus élevé depuis 25 ans. Certains marchés financiers devraient tourner au ralenti jusqu'à ce que l'incertitude pesant sur les marchés du crédit et l'économie s'estompe. La Réserve fédérale devrait maintenir les taux près de zéro en 2009 et mettre en œuvre un vaste éventail de programmes de prêts spéciaux qui permettront aux entreprises et aux ménages d'accéder plus facilement au crédit.

La section Revue et perspectives économiques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du premier trimestre

La situation des marchés demeure faible. Les résultats du premier trimestre de 2009 ont été marqués par des charges non réalisées liées à la conjoncture des marchés financiers de 528 millions de dollars (359 millions de dollars après impôts et 0,69 \$ par action).

BMO Marchés des capitaux a inscrit des charges non réalisées liées à la conjoncture des marchés financiers de 511 millions de dollars (348 millions de dollars après impôts) à l'égard des éléments suivants :

- des évaluations à la valeur de marché de 214 millions de dollars (146 millions de dollars après impôts) à l'égard de notre exposition au risque de crédit lié aux contreparties d'instruments dérivés, en grande partie en raison de l'élargissement des écarts de taux des contreparties par rapport à ceux de BMO;
- des charges de 248 millions de dollars (169 millions de dollars après impôts) pour des expositions liées à Apex, une entité canadienne de protection de crédit;
- des évaluations à la valeur de marché de 49 millions de dollars (33 millions de dollars après impôts) de nos avoirs en papier commercial adossé à des actifs (PCAA) non soutenu par des banques à la conclusion de l'Accord de Montréal. Nos avoirs sont maintenant évalués à 45 % de leur valeur nominale.

Le groupe GP a également comptabilisé des charges non réalisées de 17 millions de dollars (11 millions de dollars après impôts) liées à des titres à enchères.

La charge de 528 millions de dollars indiquée plus haut réduit le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation (285 millions), les gains sur titres (226 millions) et les autres revenus (17 millions).

### Change

Les équivalents en dollars canadiens du revenu net, du revenu, des frais, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices de BMO en dollars américains ont augmenté par rapport aux premier et quatrième trimestres de 2008, en raison du renforcement du dollar américain. Le taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar américain, exprimé par le coût d'un dollar américain en dollars canadiens, a augmenté de 23 % par rapport à la même période l'an dernier. Le taux de change moyen au cours du premier trimestre de 2009 a augmenté de 11 % par rapport au quatrième trimestre de 2008. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens entre les dollars canadien et américain et de l'incidence des fluctuations du taux de change.

## Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2009	
	c. T1-2008	c. T4-2008
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
Période courante	1,2271	1,2271
Période précédente	0,9984	1,1107
Revenu augmenté	170	87
Frais augmentés	(92)	(47)
Dotation à la provision pour pertes sur créances augmentée	(60)	(30)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices augmenté	5	2
<b>Revenu net augmenté</b>	<b>23</b>	<b>12</b>

Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'effet avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net en dollars américains prévu pour ce trimestre. Habituellement, ces opérations atténuent partiellement l'incidence des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre. Cependant, les opérations de couverture ne visent pas à annuler l'incidence des fluctuations du taux de change d'une année à l'autre ou d'un trimestre à l'autre. Au cours du premier trimestre de 2009, le dollar américain s'est légèrement raffermi, le taux de change étant passé de 1,2045 \$ CA par dollar américain au 31 octobre 2008 à une moyenne de 1,2271 \$ CA. En conséquence, les transactions de couverture ont entraîné une perte après impôts de 1 million de dollars pour le trimestre. Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations monétaires futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois.

Les effets des fluctuations du taux de change sur nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Impôts sur les bénéfices.

### Autres mesures de la valeur

Le profit économique net s'établit à un montant négatif de 219 millions de dollars (voir la section Mesures non conformes aux PCGR), alors qu'il se chiffrait à un montant négatif de 127 millions au premier trimestre de 2008 et à 145 millions au quatrième trimestre de 2008.

Le rendement total moyen des capitaux propres (RTCP) annualisé de BMO pour la période de cinq ans terminée le 31 janvier 2009 s'établit à -6,9 %.

### Revenu net

#### Comparaison du premier trimestre de 2009 et du premier trimestre de 2008

Le revenu net s'établit à 225 millions de dollars pour le premier trimestre de 2009, soit une baisse de 30 millions ou de 12 % par rapport à la même période l'an dernier. Le résultat par action se chiffre à 0,39 \$, alors qu'il était de 0,47 \$. Les résultats du trimestre incluent des charges de 359 millions de dollars après impôts (0,69 \$ par action) liées à la conjoncture des marchés financiers, tel que nous l'expliquons ci-dessus, dans la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du premier trimestre. Les résultats du premier trimestre de l'an dernier incluaient des charges de 324 millions de dollars après impôts (0,64 \$ par action) liées à la conjoncture des marchés

financiers, tel que nous l'expliquons dans la section Éléments notables à la fin du présent Rapport de gestion.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont augmenté de 198 millions de dollars par rapport à l'an dernier, en raison de la détérioration des conditions de crédit nettement plus importante qu'il y a un an. Les résultats du même trimestre de l'exercice précédent comprenaient une augmentation de la provision générale de 60 millions de dollars (38 millions après impôts).

Le revenu net de PE Canada a enregistré une forte augmentation, soit de 34 millions de dollars, ou de 12 %, malgré une économie au ralenti. Les revenus ont augmenté dans chacun de ses trois secteurs, avec une progression des volumes dans l'ensemble des services accompagnée d'une amélioration de la marge nette d'intérêts.

Le revenu net de PE États-Unis a augmenté de 8 millions de dollars canadiens, ou de 1 million de dollars américains, soit de 3,4 %. L'augmentation est attribuable à la croissance des volumes, à la progression des marges sur les dépôts et à une réduction de la provision liée au litige concernant Visa, facteurs qui ont été partiellement neutralisés par l'incidence de la détérioration des conditions de crédit.

Le revenu net du groupe Gestion privée a diminué de 39 millions de dollars ou de 40 %. Les résultats ont été touchés par une charge de 11 millions de dollars après impôts liée aux titres à enchères à la suite de la décision prise au dernier trimestre de soutenir certains clients aux États-Unis en leur offrant de racheter les titres à enchères qu'ils détenaient dans leur compte. On a assisté à un recul des revenus liés au courtage et aux fonds de placement, les actifs sous gestion et sous administration ayant diminué en raison de l'affaiblissement des marchés financiers.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a progressé de 208 millions de dollars pour s'établir à 179 millions. Ces résultats reflètent des charges de 348 millions de dollars après impôts liées à la piètre conjoncture des marchés financiers. Les résultats il y a un an incluaient des charges de 324 millions de dollars après impôts. Les revenus ont fortement augmenté dans les activités de négociation, les services aux grandes entreprises et les secteurs sensibles aux taux d'intérêt.

La perte nette de 370 millions de dollars au premier trimestre affichée par les Services d'entreprise, qui est plus importante que celle de 241 millions enregistrée à l'exercice précédent, est principalement attribuable à l'augmentation des provisions pour pertes sur créances imputées aux Services d'entreprise dans le cadre de notre méthode de provisionnement selon les pertes prévues et au recul des revenus. La baisse des revenus découle de trois facteurs : l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur le marché dont certaines positions de taux d'intérêt dans la gestion de l'actif et du passif ont souffert; des pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché sur les activités de couverture; les mesures de mobilisation de fonds prises pour améliorer notre position en matière de liquidités.

#### Comparaison du premier trimestre de 2009 et du quatrième trimestre de 2008

Le revenu net a diminué de 335 millions de dollars ou de 60 % par rapport à celui du quatrième trimestre. Les résultats du quatrième trimestre incluaient des charges de 27 millions de dollars après impôts liées à la conjoncture des marchés financiers, tel que nous le précisons, dans la section Éléments notables, à la fin du rapport de gestion. Les dotations à la provision pour pertes sur créances

ont diminué de 37 millions de dollars, les résultats au quatrième trimestre incluant une augmentation de 150 millions de dollars (98 millions de dollars après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances.

Le revenu net de PE Canada a diminué de 8 millions de dollars ou de 2,2 % à cause de la baisse des revenus. Les revenus du quatrième trimestre incluaient des intérêts sur des remboursements d'impôts, alors que ceux du premier trimestre de 2009 reflétaient une diminution des revenus de titrisation, facteur partiellement compensé par l'amélioration de la marge nette d'intérêts.

Le revenu net de PE États-Unis a augmenté de 22 millions de dollars canadiens, ou de 16 millions de dollars américains, pour s'établir à 27 millions de dollars américains, en raison de la diminution des coûts d'intégration des acquisitions, de la réduction de la provision liée au litige concernant Visa ainsi que de l'élargissement des marges et de la croissance des volumes sur les dépôts, partiellement neutralisés par l'incidence négative plus importante de la détérioration des conditions de crédit.

Le revenu net du groupe Gestion privée a diminué de 18 millions de dollars ou de 24 %. Les résultats du trimestre précédent incluaient des charges de 31 millions de dollars (19 millions après impôts) liées à des mesures pour soutenir les clients aux États-Unis dans la conjoncture difficile des marchés financiers, comparativement à la charge de 11 millions de dollars après impôts comptabilisée au premier trimestre de 2009. Les résultats reflétaient les baisses des revenus tirés du courtage et des revenus tirés des services tarifés liés en grande partie à la diminution des actifs sous gestion et sous administration.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a diminué de 111 millions de dollars ou de 38 %. Les charges liées à la conjoncture des marchés financiers étaient considérablement supérieures au premier trimestre, tandis que plusieurs activités de base affichaient de bons résultats. Les impôts sur les bénéfices au quatrième trimestre incluaient un recouvrement de 52 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures.

La perte nette de 370 millions de dollars des Services d'entreprise était de 220 millions de dollars supérieure à celle du quatrième trimestre essentiellement en raison de la baisse des revenus. La baisse des revenus découle de trois facteurs : l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur le marché dont certaines positions de taux d'intérêt dans la gestion de l'actif et du passif ont souffert; des pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché sur les activités de couverture; les mesures de mobilisation de fonds prises pour améliorer notre position en matière de liquidités.

## Revenu

BMO analyse son revenu consolidé selon les PCGR. Cependant, comme plusieurs autres banques, BMO analyse le revenu de ses groupes d'exploitation, et les ratios connexes établis d'après leur revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. La compensation des rajustements sur une base d'imposition comparable des groupes est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Le revenu total représente une augmentation de 416 millions de dollars ou de 21 % par rapport à la même période l'an dernier, les revenus étant plus élevés dans chacun des groupes d'exploitation à l'exception du groupe Gestion privée et des Services d'entreprise.

Les revenus ont diminué de 371 millions de dollars par rapport à ceux du quatrième trimestre 2008 en raison des charges liées à la conjoncture des marchés financiers au premier trimestre de 2009 et de l'incidence négative de la baisse des revenus dans les Services d'entreprise.

Le raffermissement du dollar américain a entraîné une croissance des revenus de 170 millions de dollars ou de 8,4 points de pourcentage par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et de 87 millions de dollars ou de 3,1 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre. Les variations du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts sont analysées dans les sections qui suivent.

## Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 117 millions de dollars ou de 9,6 % par rapport à la même période l'an dernier, en raison de la hausse des volumes de tous les groupes d'exploitation partiellement compensée par un recul important des Services d'entreprise. L'actif productif moyen s'est accru de 16 milliards de dollars, ce qui est attribuable principalement au raffermissement du dollar américain, aux acquisitions et à la croissance interne des prêts de PE États-Unis ainsi qu'à la croissance des prêts aux grandes entreprises de BMO Marchés des capitaux.

Par rapport au quatrième trimestre, le revenu net d'intérêts a chuté de 82 millions de dollars. L'actif productif moyen a augmenté de 20 milliards de dollars grâce, principalement, à l'accroissement des actifs liés aux soldes des dépôts des clients, ce qui reflète l'attrait des dépôts bancaires en ces temps difficiles, et à la hausse des soldes des titres du marché monétaire de BMO Marchés des capitaux.

La marge nette d'intérêts globale sur l'actif productif de BMO s'établit à 1,51 % pour le premier trimestre de 2009, soit 6 points de base de plus qu'au premier trimestre de l'exercice précédent et 20 points de base de moins qu'au quatrième trimestre. Le niveau du revenu net d'intérêts inscrit par les Services d'entreprise, les marges individuelles des groupes et la variation de l'ampleur de l'actif de chaque groupe d'exploitation constituent les principaux facteurs susceptibles d'influer sur la marge nette d'intérêts globale de BMO. L'augmentation de 6 points de base sur un an est principalement due à la croissance des volumes de produits plus profitables au sein de PE Canada et aux solides performances des secteurs sensibles aux taux d'intérêt à l'intérieur de BMO Marchés des capitaux, facteurs partiellement compensés par la baisse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise. Les marques du groupe Gestion privée ont sensiblement diminué, mais comme il s'agit d'un groupe plus petit, l'effet de cette diminution sur la variation de la marge totale de BMO a été minime.

L'élargissement des marges nettes d'intérêts de 14 points de base de PE Canada par rapport à la même période il y a un an est attribuable à la hausse des volumes de produits plus rentables, notamment des prêts aux particuliers et des cartes, aux mesures de tarification prises en raison des coûts de mobilisation de fonds à long terme et aux taux préférentiels favorables liés aux taux des acceptations bancaires, facteurs partiellement compensés par la baisse des frais de refinancement de prêts hypothécaires. Par rapport au quatrième trimestre, la marge nette d'intérêts de PE

Canada s'est accrue de 10 points de base, ce qui est attribuable aux facteurs susmentionnés. La progression de la marge au quatrième trimestre découle de l'incidence des intérêts sur les remboursements d'impôts. La marge nette d'intérêts de PE États-Unis s'est améliorée en raison des marges sur les dépôts plus favorables. La marge de BMO Marchés des capitaux a augmenté par rapport à la même période il y a un an et au trimestre précédent, principalement en raison de l'élargissement des

marges dans nos secteurs sensibles aux taux. Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a baissé considérablement. Cette baisse s'explique en grande partie par l'incidence négative sur certaines positions de taux d'intérêt dans la gestion de l'actif et du passif des fluctuations des taux d'intérêt sur le marché ainsi que par les mesures prises pour améliorer notre position en matière de liquidités.

### Marge nette d'intérêts (bic)\*

(en points de base)	T1-2009	Augmentation (Diminution) c. T1-2008	Augmentation (Diminution) c. T4-2008
PE Canada	272	14	10
PE États-Unis	305	8	5
Services bancaires Particuliers et entreprises	279	15	10
Groupe Gestion privée	848	(19)	(69)
BMO Marchés des capitaux	107	41	24
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	n.s.	n.s.	n.s.
Total de BMO	151	6	(20)
Total des services de détail au Canada**	310	19	8

\* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO est présentée selon les PCGR.

\*\* La marge totale des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE Canada et du groupe Gestion privée.  
n.s. - non significatif

### Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 299 millions de dollars ou de 37 % par rapport à la même période l'an dernier. Les résultats au chapitre du revenu autre que d'intérêts incluaient les charges de 528 millions de dollars, tel que nous l'expliquons dans la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du premier trimestre. Ces charges incluaient des réductions du revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation (285 millions de dollars), des gains sur titres (226 millions) et d'autres revenus (17 millions de dollars). Le revenu autre que d'intérêts au premier trimestre de 2008 avait été touché par des charges de 488 millions de dollars, tel que nous l'expliquons dans la section Éléments notables. Ces charges comprenaient des réductions du revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation (420 millions de dollars), des gains sur titres (23 millions de dollars) et d'autres revenus (45 millions de dollars).

La croissance au sein de PE Canada était attribuable à la hausse des revenus tirés des cartes et des activités de Moneris et la forte croissance au sein de BMO Marchés des capitaux découlait de l'importante progression des revenus de titrisation.

Les revenus de titrisation ont augmenté de 184 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier et s'établissent à 264 millions. L'augmentation comprend principalement 124 millions de dollars tirés d'opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit et 60 millions tirés d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation. Les revenus incluent des gains de 26 millions de dollars réalisés sur la vente de prêts dans le cadre de nouvelles opérations de titrisation, une hausse de 21 millions par rapport à la période correspondante l'an dernier, ainsi que des gains de 156 millions de dollars sur la vente de prêts à des entités de titrisation à rechargement, une hausse de 102 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La titrisation d'actifs donne lieu à une diminution au chapitre du revenu d'intérêts (170 millions de dollars de moins en 2009), des frais de cartes de crédit (126 millions de moins en 2009)

et des dotations à la provision pour pertes sur créances (32 millions de moins en 2009). L'incidence cumulative de la titrisation d'actifs au cours de la période considérée et des périodes précédentes n'a pas eu de répercussion sur le revenu avant impôts du trimestre à l'étude. Nous titrisons des prêts principalement pour obtenir des sources de financement de substitution. Au cours du premier trimestre, nous avons titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur de 4,7 milliards de dollars. Les opérations de titrisation sont expliquées en détail à la note 4 afférente aux états financiers non vérifiés.

Les pertes sur titres ont augmenté de 312 millions de dollars, principalement en raison des charges liées à la détérioration de la conjoncture des marchés financiers. Le fléchissement du revenu autre que d'intérêts du groupe Gestion privée est principalement attribuable à la baisse des revenus tirés des services tarifés et des commissions dans les services de placement traditionnels et à la réduction des revenus tirés de fonds d'investissement.

Par rapport au quatrième trimestre, le revenu autre que d'intérêts a diminué de 289 millions de dollars, ou de 21 %. La diminution est attribuable à une baisse des revenus dans l'ensemble des groupes d'exploitation et dans les Services d'entreprise. Les revenus de PE Canada ont diminué en raison de la baisse des revenus de titrisation. Le fléchissement du revenu autre que d'intérêts du groupe Gestion privée est attribuable à la baisse des revenus dans le secteur du courtage et à la réduction des revenus des services tarifés dans le secteur des fonds d'investissement. Le revenu autre que d'intérêts de BMO Marchés des capitaux a fortement chuté en raison de l'incidence des charges liées aux revenus de négociation et aux gains sur titres au cours du trimestre, facteurs ayant été partiellement compensés par l'incidence de l'augmentation des prises fermes de titres de participation. Le revenu autre que d'intérêts des Services d'entreprise a baissé, surtout en raison des pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché sur les activités de couverture, alors que des gains étaient enregistrés au quatrième trimestre. La volatilité des taux d'intérêt du marché a entraîné des rajustements

découlant de l'évaluation à la valeur de marché apportés aux couvertures de dérivés connexes qui ne satisfont pas aux conditions de la comptabilité de couverture. Ces rajustements devraient faire l'objet d'une reprise sur la durée de vie des couvertures et aucune perte économique n'est prévue.

#### **Frais autres que d'intérêts**

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 227 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier pour s'établir à 1 841 millions de dollars. L'incidence du raffermissement du dollar américain (92 millions de dollars), l'incidence des acquisitions (40 millions) et une augmentation de 30 millions des frais liés aux indemnités de départ ont fait augmenter les frais. Après rajustement pour tenir compte de ces éléments, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 65 millions de dollars, soit de 4,0 %. Les coûts de la rémunération liée au rendement ont augmenté, de même que les coûts de retraite et les frais de développement des affaires. Les coûts de la rémunération liée au rendement ont crû au sein de BMO Marchés des capitaux, mais ils ont baissé au sein du groupe Gestion privée.

Les charges se sont accrues dans chacun des groupes d'exploitation, particulièrement chez BMO Marchés des capitaux et PE États-Unis, surtout en raison des acquisitions, la croissance ayant été modeste au sein du groupe Gestion privé. Les frais liés au personnel de BMO Marchés des capitaux ont augmenté, principalement en raison de la rémunération variable liée à la progression des revenus ainsi qu'en raison des indemnités de licenciement. Les Services d'entreprise ont affiché une hausse des frais liés aux avantages sociaux, une augmentation des primes d'assurance du Fonds fédéral américain de garantie des dépôts (Federal Deposit Insurance Corporation) résultant de l'amélioration des niveaux de protection et de la hausse des taux de primes, ainsi qu'un accroissement de la charge d'impôts sur le capital attribuable en partie à l'augmentation de capital.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'établit à 6,4 % pour le premier trimestre de 2009.

Par rapport au quatrième trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 23 millions de dollars ou de 1,2 %. L'incidence de 47 millions de dollars du raffermissement du dollar américain et des charges de 45 millions de dollars liées à la rémunération à base d'actions attribuée à des employés admissibles à la retraite qui sont comptabilisées chaque année au premier trimestre ont contribué à l'accroissement des frais autres que d'intérêts. Après rajustement pour tenir compte de ces éléments, le revenu autre que d'intérêts a diminué de 69 millions de dollars, en partie à cause des réductions des charges de rémunération variable et des frais d'intégration des acquisitions, partiellement compensés par l'augmentation des indemnités de licenciement au sein de BMO Marchés des capitaux de même que par la hausse des frais liés aux avantages sociaux dans l'ensemble des groupes.

#### **Gestion des risques**

Les conditions des marchés ont continué d'être extrêmement volatiles au cours du premier trimestre, en raison des inquiétudes suscitées par le marché de l'immobilier aux États-Unis et des pressions exercées à l'échelle mondiale par la récession. Cela a entraîné une faiblesse persistante du contexte de crédit et un resserrement supplémentaire des marchés du crédit.

Les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances au cours du premier trimestre de 2009 s'élèvent à 428 millions de dollars, ce qui comprend 111 millions de dollars au Canada et 317 millions aux États-Unis. Au premier trimestre de 2008, la dotation à la provision totalisait 230 millions de dollars, comprenant 170 millions de dollars de dotations à la provision spécifique et une hausse de 60 millions de la provision générale. Au quatrième trimestre de l'exercice 2008, les dotations à la provision spécifique se chiffraient à 315 millions de dollars et la hausse de la provision générale à 150 millions de dollars.

Aux termes de la méthode que BMO utilise aux fins de la présentation des résultats sectoriels, les pertes sur créances prévues sont imputées chaque trimestre aux groupes d'exploitation suivant leur quote-part des pertes sur créances prévues pour un cycle économique. L'écart entre les charges trimestrielles calculées en fonction des pertes prévues au cours du cycle économique et les dotations à la provision trimestrielles requises compte tenu des pertes réelles est porté au débit (ou au crédit) des Services d'entreprise. Les dotations à la provision pour pertes sur créances du trimestre calculées en fonction des pertes réelles sont présentées ci-après. Au premier trimestre de 2009, la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 428 millions de dollars de BMO se composait d'un montant de 111 millions de dollars à l'égard de PE Canada, d'un montant de 192 millions de dollars à l'égard de PE États-Unis et d'un montant de 125 millions de dollars à l'égard de BMO Marchés des capitaux. Au premier trimestre de 2008, la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 170 millions de dollars de BMO se composait d'un montant de 70 millions de dollars à l'égard de PE Canada, d'un montant de 30 millions de dollars à l'égard de PE États-Unis et d'un montant de 70 millions de dollars à l'égard de BMO Marchés des capitaux. Au quatrième trimestre de 2008, la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 315 millions de dollars de BMO se composait d'un montant de 99 millions de dollars au titre de PE Canada, d'un montant de 96 millions de dollars à l'égard de PE États-Unis et un d'un montant de 120 millions de dollars à l'égard de BMO Marchés des capitaux. Aucune dotation à la provision n'a été effectuée à l'égard du groupe Gestion privée au cours des périodes susmentionnées.

Les dotations à la provision spécifique de ce trimestre représentent 90 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, alors qu'ils en représentaient 40 points de base il y a un an et 23 points de base, en moyenne, au cours des cinq dernières années. À compter du premier trimestre de 2009, nous présentons des statistiques de crédit qui excluent des prêts les titres pris en pension ou empruntés. Tous les chiffres comparatifs ont été retraités.

Le solde des nouveaux prêts douteux s'élève à 712 millions de dollars au cours du trimestre, en baisse par rapport au trimestre précédent alors qu'il était de 806 millions de dollars, mais stable comparativement au chiffre de 708 millions de dollars du même trimestre il y a un an. Les secteurs des prêts immobiliers aux entreprises et de l'industrie manufacturière aux États-Unis ont compté pour la plus grande partie des nouveaux prêts douteux du premier trimestre. Il n'y a pas eu de ventes de prêts douteux au cours du premier trimestre, tout comme au trimestre précédent, mais il y avait eu des ventes de 11 millions au premier trimestre de 2008. Le solde brut des prêts douteux s'élève à 2 666 millions de dollars à la fin du premier trimestre, en hausse

comparativement à 2 387 millions à la fin du trimestre précédent, en raison des nouveaux prêts douteux mentionnés ci-dessus.

La provision totale pour pertes sur créances s'établit à 1 741 millions, comparativement à 1 747 millions à la fin du trimestre précédent, et elle était constituée d'une provision spécifique de 407 millions de dollars et d'une provision générale de 1 334 millions. La provision générale couvre toute perte de valeur dans le portefeuille qui ne peut être associée à un crédit en particulier. Réévaluée chaque trimestre, elle a augmenté de 13 millions de dollars depuis la fin de l'exercice précédent, ce qui est attribuable à l'évolution du taux de change entre les dollars canadien et américain.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure constitué en grande partie de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui, abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés, représentent 73,1 % du portefeuille de prêts à la fin du trimestre, alors qu'ils en représentaient 73,8 % au trimestre précédent et 78,2 % il y a un an. Ces reculs sont dus à la forte croissance des prêts aux grandes entreprises. Les prêts garantis représentent environ 88,0 % du portefeuille de prêts aux particuliers. Si on exclut les prêts sur cartes de crédit, le portefeuille de prêts aux particuliers est constitué à environ 90,1 % de prêts garantis. Aux États-Unis, le portefeuille de prêts aux particuliers totalise 16,6 milliards de dollars américains et comprend principalement trois catégories principales d'actifs : prêts hypothécaires à l'habitation (39 %), prêts sur valeur domiciliaire (31 %) et prêts automobiles indirects (27 %).

Nous nous attendons à ce que les conditions du crédit demeurent difficiles tout au long de 2009, avec la poursuite de l'important ralentissement de l'économie mondiale.

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 77 à 82 du Rapport annuel 2008 de BMO. Comme nous l'avons précisé au trimestre précédent, certaines positions ont été transférées de notre portefeuille de titres de négociation à notre portefeuille de titres disponibles à la vente au cours du quatrième trimestre de 2008. Ces positions sont toutefois restées dans les mesures globales de la VAR et du risque lié à l'émetteur pendant tout le

quatrième trimestre. Le retrait de ces positions des mesures globales de la VAR et du risque lié à l'émetteur au premier trimestre est la principale raison de la diminution du risque lié à la valeur de marché et de la volatilité du revenu net dans nos activités de négociation et de prise ferme d'un trimestre à l'autre. Le risque de taux d'intérêt associé à ces positions est maintenant intégré dans la composante Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice) de nos mesures du risque lié à la valeur de marché. Aucun changement important n'a été apporté à nos pratiques de gestion du risque de marché dans nos activités de négociation et de prise ferme au cours du trimestre.

Aucun changement important n'a été apporté non plus aux niveaux du risque de liquidité et de financement au cours du trimestre. Nous sommes toujours convaincus que notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement nous place dans une position sûre malgré l'évolution récente du marché. Au cours du trimestre, nos positions en matière de liquidités et de financement ont été renforcées, comme en témoigne la croissance de l'encaisse (5,3 milliards de dollars) et des dépôts de base (9,9 milliards de dollars). Les dépôts de base fournissent une base de financement stable dans la mesure où ils reflètent généralement moins les fluctuations de la conjoncture des marchés que les grands dépôts institutionnels. Les dépôts de base sont constitués des soldes des comptes courants et d'épargne des particuliers, ainsi que des dépôts à terme relativement peu élevés. Au cours du trimestre, les dépôts des particuliers ont augmenté de 8,5 milliards de dollars.

Aucun changement important n'a été apporté à nos pratiques de gestion du risque structurel de marché au cours du trimestre. Notre exposition au risque structurel de marché a augmenté au cours du trimestre, comme l'illustre la volatilité accrue du revenu net sur 12 mois dans le tableau ci-après. Cette augmentation tient au fait que de nouvelles baisses des taux d'intérêt auraient vraisemblablement pour effet de réduire le rendement des actifs plus qu'elles ne feraient diminuer les taux payés sur les dépôts.

Cette section sur la gestion des risques et la section suivante qui traite des impôts sur les bénéfices contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### Dotations à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2009	T4-2008	T1-2008
Nouvelles dotations à la provision spécifique	483	361	205
Reprises sur provisions établies précédemment	(19)	(23)	(13)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(36)	(23)	(22)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	428	315	170
Hausse de la provision générale	-	150	60
Dotation à la provision pour pertes sur créances	428	465	230
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,90 %	0,68 %	0,40 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,90 %	1,01 %	0,55 %

## Variation du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

SBPAD au début de la période	2 387	1 798	720
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	712	806	708
Réduction des prêts et acceptations douteux 1)	58	170	21
Radiations	(491)	(387)	(102)
SBPAD à la fin de la période	2 666	2 387	1 347
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	1,39 %	1,26 %	0,79 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances	11,91 %	11,34 %	7,46 %

1) Comprend le montant des prêts douteux classés de nouveau dans les prêts productifs, les ventes de prêts, les remboursements, l'incidence des fluctuations du taux de change et les compensations des radiations des prêts aux particuliers qui n'ont pas été comptabilisés dans les nouveaux prêts douteux (T1-09 : 158 millions de dollars; T4-08 : 137 millions de dollars; T1-08 : 87 millions de dollars).

## Risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)\*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur de marché		Volatilité du revenu net sur 12 mois	
	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2009	31 oct. 2008
Activité de négociation et de prise ferme	(23,5)	(33,4)	(18,1)	(28,7)
Éléments du portefeuille structurel	(276,1)	(267,9)	(100,5)	(30,2)
BMO Groupe financier	(299,6)	(301,3)	(118,6)	(58,9)

\* Selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées entre parenthèses.

## Sommaire du risque total lié à la valeur de marché - Négociation et prise ferme (en millions de dollars)\*

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	À la fin du trimestre	Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009			Au 31 octobre 2008 À la fin du trimestre
		Moyenne	Haut	Bas	
Risque lié aux produits de base	(0,4)	(0,8)	(1,7)	(0,4)	(0,9)
Risque lié aux actions	(9,6)	(9,9)	(16,3)	(5,9)	(7,3)
Risque lié au change	(6,3)	(1,4)	(6,8)	(0,7)	(1,4)
Risque lié aux taux d'intérêt (évaluation à la valeur de marché) 1)	(16,1)	(19,4)	(29,1)	(14,2)	(30,6)
Diversification 2)	10,7	9,1	n.s.	n.s.	6,4
Risque global	(21,7)	(22,4)	(31,2)	(16,6)	(33,8)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(9,8)	(11,5)	(14,6)	(5,7)	(11,6)
Risque lié à l'émetteur	(4,7)	(5,8)	(8,5)	(4,2)	(6,1)
Risque total lié à la valeur de marché	(36,2)	(39,7)	(52,1)	(29,6)	(51,5)

n.s. - non significatif

\* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

1) Au premier trimestre de 2009, les mesures excluent les titres transférés dans le portefeuille de titres disponibles à la vente au quatrième trimestre de 2008.

2) Le calcul de l'effet de la diversification sur le cours le plus haut et sur le cours le plus bas n'est pas significatif.

## Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrits au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)\*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Sensibilité de la valeur économique		Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir	
	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 janv. 2009	31 oct. 2008
Hausse de 100 points de base	(222,7)	(220,8)	10,6	(4,4)
Baisse de 100 points de base	220,8	169,2	(22,1)	(21,0)
Hausse de 200 points de base	(472,3)	(488,6)	5,4	(16,2)
Baisse de 200 points de base	417,9	328,4	(123,3)	(177,6)

\* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

## Impôts sur les bénéfices

Comme il est expliqué à la section Revenu, la direction évalue les résultats consolidés de BMO, ainsi que les provisions pour impôts sur les bénéfices connexes, selon les PCGR. Nous évaluons et présentons les résultats des groupes d'exploitation et les impôts sur les bénéfices connexes sur une base d'imposition comparable.

Le recouvrement des impôts sur les bénéfices est de 71 millions de dollars, en baisse de 20 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2008 et en hausse de 22 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre de 2008. Le taux d'imposition effectif pour le trimestre est un taux de recouvrement de 41,0 %, comparativement à un taux de recouvrement de 50,3 % au

premier trimestre de 2008 et de 9,2 % au quatrième trimestre de 2008.

Les recouvrements d'impôts pour le trimestre étaient principalement attribuables aux charges liées à la conjoncture des marchés financiers, la proportion de revenus provenant de territoires où les taux d'imposition sont plus élevés ayant été moins importante pour le trimestre. Abstraction faite de l'incidence des charges liées à la conjoncture des marchés financiers, le taux d'imposition effectif ajusté pour le trimestre était de 14,0 %, comparativement à 13,0 % au premier trimestre de 2008. La faiblesse de la situation économique ainsi que les conditions difficiles dans le domaine du crédit et sur les marchés financiers rendent l'estimation des résultats financiers futurs

encore plus incertaine. Par conséquent, nous ne présenterons pas la fourchette d'imposition normale dans le contexte actuel.

BMO couvre le risque de change découlant de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non réalisé provenant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou une économie d'impôt sur les bénéfices durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non réalisé sur les investissements dans

des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ces investissements. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux aux États-Unis d'une période à l'autre. Les opérations de couverture effectuées sur les investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné des recouvrements d'impôts sur les bénéfices affectés aux capitaux propres de 66 millions de dollars pour le trimestre. L'état consolidé de la variation des capitaux propres, qui fait partie des états financiers consolidés non vérifiés ci-joints, contient plus de détails à ce sujet.

### Sommaire des tendances trimestrielles relatives aux résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2009	T4-2008	T3-2008	T2-2008	T1-2008	T4-2007	T3-2007	T2-2007
Revenu total	<b>2 442</b>	2 813	2 746	2 620	2 026	2 200	2 555	2 528
Dotation à la provision pour pertes sur créances – spécifique	<b>428</b>	315	434	151	170	101	91	59
Dotation à la provision pour pertes sur créances – générale	–	150	50	–	60	50	–	–
Frais autres que d'intérêts	<b>1 841</b>	1 826	1 782	1 680	1 614	1 631	1 659	1 614
Charge de restructuration	–	(8)	–	–	–	24	–	–
Total des frais autres que d'intérêts	<b>1 841</b>	1 818	1 782	1 680	1 614	1 655	1 659	1 614
Revenu net	<b>225</b>	560	521	642	255	452	660	671
Résultat de base par action (en dollars)	<b>0,39</b>	1,06	1,00	1,25	0,48	0,89	1,30	1,31
Résultat dilué par action (en dollars)	<b>0,39</b>	1,06	0,98	1,25	0,47	0,87	1,28	1,29
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	<b>1,51</b>	1,71	1,59	1,48	1,45	1,47	1,61	1,65
Taux d'imposition effectif (%)	<b>(41,0)</b>	(9,2)	(12,2)	16,3	(50,3)	(19,3)	15,7	19,4
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)	<b>1,23</b>	1,11	1,01	1,01	1,00	1,00	1,07	1,14
Revenu net :								
PE Canada	<b>325</b>	333	331	320	291	293	361	333
PE États-Unis	<b>34</b>	12	28	30	26	33	25	29
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>359</b>	345	359	350	317	326	386	362
Groupe Gestion privée	<b>57</b>	75	108	107	96	101	99	97
BMO Marchés des capitaux	<b>179</b>	290	263	187	(29)	46	194	197
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	<b>(370)</b>	(150)	(209)	(2)	(129)	(21)	(19)	15
BMO Groupe financier	<b>225</b>	560	521	642	255	452	660	671

Les tendances trimestrielles relatives au revenu net de BMO sont présentées en détail aux pages 87 et 88 du Rapport annuel 2008. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir une explication plus complète de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels antérieurs, y compris la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau ci-dessus présente un sommaire des résultats, allant du deuxième trimestre de 2007 jusqu'au premier trimestre de 2009.

Des éléments notables ont eu une incidence sur les revenus de BMO Marchés des capitaux. Les pertes sur produits de base de 171 millions de dollars et 149 millions de dollars aux deuxième et troisième trimestres de 2007, respectivement, ont diminué au cours de 2008, la taille et le risque du portefeuille ayant été réduits. Les résultats du quatrième trimestre de 2007 jusqu'au premier trimestre de 2009 comprennent des charges liées à l'incidence de la conjoncture des marchés financiers. Les charges se sont largement reflétées dans BMO Marchés des capitaux et se sont établies à 318 millions de dollars, 488 millions de dollars (42 millions de dollars), 134 millions de dollars, 45 millions de dollars et 528 millions de dollars, respectivement. Les autres secteurs de BMO Marchés des capitaux qui n'ont pas été touchés par les éléments notables ont dégagé des rendements très solides

en 2007, mais les conditions du marché se sont affaiblies en 2008, avec des améliorations au premier trimestre de 2009.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises ont continué de bénéficier de la forte croissance des volumes en 2007 jusqu'au début de 2009, avec des mouvements favorables de la part de marché dans un certain nombre de secteurs clés. L'accent mis sur le service à la clientèle a permis d'obtenir d'excellents résultats en 2008 et au début de 2009. PE États-Unis a évolué dans un contexte d'affaires difficile au cours de l'année dernière et les incidences des conditions de crédit difficiles, qui ont fait diminuer les revenus et fait augmenter les frais, se sont faits ressentir de plus en plus dans les résultats de 2008 et de 2009. Les résultats du quatrième trimestre de 2008 incluaient la phase finale de l'intégration des acquisitions au Wisconsin.

Les résultats du groupe Gestion privée ont progressé de façon régulière en 2007, sous l'effet de la vigueur relative des marchés financiers, et la croissance des revenus a ralenti à la fin de 2007 et en 2008. L'actif sous gestion et sous administration a chuté au quatrième trimestre de 2008 et au premier trimestre de 2009, dans un contexte d'affaiblissement des marchés des actions. Ces éléments, combinés aux charges liées à l'assistance prêtée à certains clients aux États-Unis dans ce contexte difficile, ont fait diminuer les résultats au cours des deux derniers trimestres.

Les résultats des Services d'entreprise ont subi l'incidence de l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances en raison de la répartition par BMO des dotations à la provision selon les pertes prévues. Au cours du premier trimestre de 2009, ses résultats ont subi le contrecoup de la réduction des revenus, comme nous l'expliquons dans la section Services d'entreprise.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont plus élevées, les conditions économiques s'affaiblissant par rapport à l'environnement de crédit particulièrement favorable des dernières années.

Le dollar américain s'est raffermi à la fin de 2008 et en particulier au premier trimestre de 2009, après s'être affaibli au cours des dernières années. Un dollar américain plus faible diminue les valeurs après conversion des revenus et des frais de BMO libellés en dollars américains.

## Bilan

L'actif total, qui se chiffre à 443,2 milliards de dollars, a augmenté de 27,1 milliards de dollars par rapport à son niveau du 31 octobre 2008. Le raffermissement du dollar américain a eu comme incidence, après conversion des actifs libellés en dollars américains, d'augmenter les actifs à la fin du trimestre de 3,8 milliards de dollars. L'augmentation de 27,1 milliards de dollars reflète essentiellement la croissance des actifs dérivés (16,4 milliards de dollars), de l'encaisse (5,3 milliards de dollars), des titres pris en pension ou empruntés (4,3 milliards de dollars) et du solde net des prêts et acceptations (3,1 milliards de dollars), partiellement neutralisée par la baisse des valeurs mobilières (1,7 milliard de dollars) et des autres actifs (0,3 milliard de dollars).

La progression des actifs financiers dérivés de 16,4 milliards de dollars s'explique principalement par une hausse des contrats de taux d'intérêt, attribuable aux mouvements des taux d'intérêt, et par une hausse des contrats sur produits de base, partiellement neutralisée par une diminution des contrats de change et des contrats sur titres de participation. On observe des mouvements similaires pour les passifs financiers dérivés.

La croissance des titres pris en pension ou empruntés (4,3 milliards de dollars) est attribuable à l'augmentation des activités de négociation. La hausse du solde net des prêts et acceptations (3,1 milliard) est attribuable à une augmentation des acceptations (1,3 milliard), à une augmentation des prêts hypothécaires à l'habitation (0,8 milliard) du portefeuille canadien, à une augmentation des prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers (0,6 milliard de dollars) et à une augmentation des prêts aux entreprises et aux administrations publiques (0,4 milliard de dollars).

L'augmentation de 5,3 milliards de dollars de l'encaisse s'explique pour une grande part par la croissance de la demande pour les dépôts à vue de la part des clients des Services d'entreprise. Ces dépôts ont été investis à court terme auprès de la Réserve fédérale américaine.

Le passif et les capitaux propres ont progressé de 27,1 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2008. Cette hausse comprend 3,8 milliards de dollars attribuables à l'incidence du raffermissement du dollar américain. L'accroissement de 27,1 milliards de dollars reflète principalement la hausse des éléments suivants : passifs financiers dérivés (en hausse de 17,7 milliards), dépôts (en hausse de 6,9 milliards), titres mis en

pension ou prêtés (en hausse de 3,5 milliards) et capitaux propres (en hausse de 1,4 milliard), partiellement contrebalancés par une diminution de 2,4 milliards des titres vendus à découvert.

Les dépôts des banques, qui représentent 12 % du total des dépôts, soit 31,4 milliards de dollars, ont augmenté de 1,1 milliard et ont servi à financer les activités de négociation. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui représentent 50 % du total des dépôts, soit 133,4 milliards de dollars, ont diminué de 2,7 milliards. Les dépôts des particuliers, qui représentent les 38 % restants du total des dépôts, soit 99,8 milliards, ont augmenté de 8,5 milliards, principalement dans des dépôts à terme fixes et des dépôts à vue, et ont servi à financer la croissance des prêts et à réduire les dépôts à court terme des entreprises et des administrations publiques. La progression des soldes de dépôt traduit l'attrait des dépôts bancaires en ces temps difficiles. La hausse nette des titres mis en pension ou prêtés et les titres vendus à découvert ont servi à financer les activités de négociation.

L'accroissement de 1,4 milliard de dollars des capitaux propres reflète surtout un montant de 1,0 milliard de dollars généré par l'émission de 33,3 millions d'actions ordinaires.

Le tableau 20, à la page 100 du Rapport annuel 2008 de BMO, présente les obligations contractuelles selon l'échéance. Il n'y a pas eu de changement important dans les obligations contractuelles qui ne soit pas dans le cours normal des activités.

## Gestion du capital

Au 31 janvier 2009, le ratio du capital de première catégorie de BMO s'établit à 10,21 %, avec un capital de première catégorie de 19,7 milliards de dollars et un actif pondéré en fonction des risques de 193,0 milliards de dollars. Le ratio demeure solide, ayant augmenté de 44 points de base par rapport à 9,77 % au quatrième trimestre, en raison surtout de la hausse du capital.

La croissance du capital est attribuable principalement à l'émission nette de capital au cours du trimestre. Le 24 décembre 2008, nous avons procédé à l'émission de 33 340 000 actions ordinaires pour un produit brut d'environ 1 milliard de dollars et, le 11 décembre 2008, nous avons achevé l'émission d'actions privilégiées, série 18, portant intérêt à 6,50 %, d'une valeur de 150 millions de dollars. La Fiducie de capital BMO II, fiducie à capital fixe qui est une filiale en propriété exclusive de BMO, a émis le 18 décembre 2008 des billets de catégorie 1, série A, portant intérêt au taux de 10,22 %, d'une valeur de 450 millions de dollars. Ces billets se qualifient comme instrument novateur inclus dans le capital de première catégorie. Le 25 novembre 2008, nous avons racheté pour 250 millions de dollars d'actions privilégiées, série 6, portant intérêt au taux de 4,75 %. Le 1<sup>er</sup> novembre 2008, nous avons également adopté une nouvelle exigence de Bâle II en vertu de laquelle les investissements dans des entités non consolidées et les investissements importants, excluant les filiales du secteur de l'assurance, sont soumis à une déduction de 50 % du capital de première catégorie et à une déduction de 50 % du capital de deuxième catégorie. Auparavant, les déductions étaient retirées du capital de deuxième catégorie.

Le ratio du capital total de BMO s'établit à 12,87 % au 31 janvier 2009. Le ratio, qui se chiffrait à 12,17 % au quatrième trimestre, a augmenté de 70 points de base pour les raisons précisées plus haut et en raison d'une augmentation de la provision générale autorisée incluse dans le capital de deuxième catégorie.

Les ratios de capital qui précèdent ne reflètent pas l'incidence de l'acquisition de la Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada annoncée le 13 janvier. À sa clôture ultérieure au cours de l'exercice, l'acquisition devrait réduire le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total respectivement de moins de 15 et de 25 points de base.

Au cours du trimestre, 1 351 977 actions ont été émises au titre de l'exercice d'options sur actions, de l'échange d'actions et du Régime de réinvestissement des dividendes. Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires de la Banque de Montréal en vertu de notre programme de rachat d'actions ordinaires au cours du trimestre.

Le 3 mars 2009, le Conseil d'administration de BMO a déclaré un dividende trimestriel de 0,70 \$ par action, payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit un dividende équivalent à celui d'il y a un an et à celui du trimestre précédent. Le dividende doit être versé le 28 mai 2009 aux actionnaires inscrits le 1<sup>er</sup> mai 2009. Les détenteurs d'actions ordinaires qui choisissent de réinvestir les dividendes dans des actions ordinaires supplémentaires en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions pour les actionnaires de BMO, au lieu de recevoir une somme en espèces, recevront un escompte de 2 % sur le prix moyen du marché des actions ordinaires (terme défini dans le Régime).

La présente section Gestion du capital contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

#### Capital réglementaire admissible

Accord de Bâle II sur le capital réglementaire et actif pondéré en fonction des risques

(en millions de dollars canadiens)	T1-2009	T4-2008
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16 929	15 974
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	1 896	1 996
Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie	2 942	2 486
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	29	39
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires	(1 706)	(1 635)
Cumul des pertes nettes non réalisées après impôts sur titres de participation disponibles à la vente	(40)	(15)
Capital net de première catégorie	20 050	18 845
Déductions liées à la titrisation	(142)	(115)
Perte prévue excédant la provision - Approche NI avancée	-	-
Investissements importants	(198)	-
Autres déductions	-	(1)
Capital de première catégorie rajusté	19 710	18 729
Dette subordonnée	4 389	4 175
Billets de fiducie secondaires	800	800
Cumul du gain non réalisé après impôts sur titres de participation disponibles à la vente	-	-
Provision générale pour pertes sur créances admissibles	607	494
Total du capital de deuxième catégorie	5 796	5 469
Déductions liées à la titrisation	(9)	(6)
Perte prévue excédant la provision - Approche NI avancée	-	-
Investissements importants/placements dans des filiales du secteur de l'assurance	(655)	(871)
Autres déductions	-	-
Capital de deuxième catégorie rajusté	5 132	4 592
Capital total	24 842	23 321

Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars canadiens)	T1 2009	T4 2008
Risque de crédit	163 781	163 616
Risque de marché	12 386	11 293
Risque opérationnel	16 798	16 699
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	192 965	191 608
Plancher réglementaire	-	-
Total de l'actif pondéré en fonction des risques pendant la transition	192 965	161 908

#### Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 25 février 2009	Nombre d'actions ou montant en dollars canadiens
Actions ordinaires	540 737 000
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 5	200 000 000 \$
Série 13	350 000 000 \$
Série 14	250 000 000 \$
Série 15	250 000 000 \$
Série 16	300 000 000 \$
Série 18 (note 1)	150 000 000 \$
Convertibles en actions ordinaires	
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 10	396 000 000 \$
Options sur actions	
- droits acquis	14 167 000
- droits non acquis	7 051 000

Les notes 21 et 23 afférentes aux états financiers vérifiés, aux pages 135, 136 et 137 du Rapport annuel 2008, ainsi que le tableau de la page 62 du Rapport de gestion inclus dans le Rapport annuel 2008, traitent en détail du capital-actions.

Note 1 : aucune action de la série 17 n'a été émise.

#### Désignation des dividendes admissibles

Pour les fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, BMO désigne tous les dividendes versés sur ses actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005, et tous les dividendes (y compris les dividendes réputés) versés par la suite, comme « dividendes admissibles », à moins d'indication contraire par BMO.

#### Cote de crédit

Les cotes de crédit attribuées aux créances prioritaires de BMO demeurent inchangées avec une perspective stable. Les quatre cotes de crédit attribuées à BMO sont réservées à des émissions de premier ordre et de grande qualité. Elles demeurent les suivantes : AA pour DBRS, AA- pour Fitch, Aa1 pour Moody's et A+ pour Standard & Poor's.

#### Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, nous fournissons des services bancaires à nos administrateurs, à nos dirigeants et aux entités qui leur sont affiliées, ainsi qu'à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous offrons un ensemble sélectionné de produits de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés aux taux que nous accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit basée sur ces frais.

Les options d'achat d'actions et les unités d'actions différées octroyées aux administrateurs, ainsi que les contrats de prêt à taux réduit consentis aux dirigeants, par suite de mutations effectuées à notre demande, sont analysés à la note 28 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 146 de notre Rapport annuel 2008.

## Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO prend un certain nombre d'arrangements hors bilan. Nos arrangements hors bilan les plus importants sont les instruments de crédit et les entités à détenteurs de droits variables (EDDV), qui sont décrits à la page 68 de notre Rapport annuel 2008 et aux notes 5 et 7 afférentes aux états financiers consolidés non vérifiés ci-joints. La section intitulée Instruments financiers dans des conditions de crédit difficiles présente plus de détails sur les changements apportés à nos arrangements hors bilan au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009.

## Conventions comptables et principales estimations comptables

Les notes afférentes aux états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2008 de BMO contiennent un résumé de nos principales conventions comptables.

Le Rapport annuel 2008 contient, aux pages 69 à 71, des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes parce qu'elles exigent que la direction fasse preuve d'un haut degré de jugement sur des sujets qui sont parfois imprécis par leur nature même. Nous invitons le lecteur à se reporter au Rapport annuel 2008 afin de prendre connaissance de ces explications.

## Modifications de conventions comptables Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Le 1<sup>er</sup> novembre 2008, BMO a adopté les dispositions du nouveau chapitre du *Manuel de l'ICCA*, intitulé Écarts d'acquisition et actifs incorporels. Nous avons retraité les états financiers des périodes antérieures par suite de ce changement. Aux termes des nouvelles règles, nous devons reclasser dans les actifs incorporels certains logiciels inclus dans les locaux et le matériel. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence importante sur les résultats de nos activités d'exploitation ni sur notre situation financière et n'a pas eu d'incidence importante sur le revenu net. Voir la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

## Passage aux Normes internationales d'information financière

Les sociétés ouvertes canadiennes seront tenues d'établir leurs états financiers selon les Normes internationales d'information financière (IFRS), publiées par l'International Accounting Standards Board, pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Le 1<sup>er</sup> novembre 2011, nous devrions adopter les IFRS comme base pour la préparation de nos états financiers consolidés.

Comme les Normes comptables internationales seront vraisemblablement modifiées avant notre passage aux IFRS, nous ne pouvons actuellement pas déterminer quelle en sera l'incidence sur nos résultats financiers.

Notre plan de transition nous permettant de satisfaire aux exigences des IFRS demeure sur la bonne voie. Les éléments clés de notre plan de transition sont présentés à la page 71 de notre Rapport annuel 2008. Nous invitons le lecteur à se reporter au Rapport annuel 2008 afin de prendre connaissance de ces explications.

## Instruments financiers dans des conditions de crédit difficiles

Les pages 62 à 67 du Rapport annuel 2008 de BMO présentent de l'information supplémentaire sur les instruments financiers, qui,

en 2008, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature des expositions de BMO au 31 janvier 2009, lesquelles sont présentées aux sections qui suivent.

## Prêts aux particuliers

Aux États-Unis, le portefeuille des prêts aux particuliers totalise 16,6 milliards de dollars américains et comprend principalement trois catégories d'actifs : prêts hypothécaires à l'habitation de premier rang (39 %), prêts sur valeur domiciliaire (31 %) et prêts automobiles indirects (27 %). Le reste du portefeuille américain inclut notre exposition limitée aux autres produits de prêts aux particuliers, notamment un montant nominal de 3 millions de dollars américains de prêts sur cartes de crédit lié aux acquisitions au Wisconsin.

Au Canada, le portefeuille de prêts aux particuliers totalise 73 milliards de dollars et comprend également trois catégories principales d'actifs : prêts hypothécaires à l'habitation (54 %), prêts à tempéraments et autres prêts aux particuliers (43 %) et prêts sur cartes de crédit (3 %).

Les sections qui suivent abordent les prêts hypothécaires à risque élevé, les prêts hypothécaires à l'habitation Alt-A et les prêts sur valeur domiciliaire, portefeuilles qui suscitent de plus en plus l'intérêt des investisseurs à l'heure actuelle.

## Prêts sur hypothèque de premier rang à risque élevé

Aux États-Unis, nous avons 0,27 milliard de dollars américains (0,25 milliard de dollars américains au 31 octobre 2008) de prêts sur hypothèque de premier rang présentant des caractéristiques de prêts à risque élevé à la date d'autorisation. Une petite fraction de ce qui précède vise des prêts non garantis présentant une quotité de financement supérieure à 80 % au moment de l'octroi. Un montant modeste de 7,1 millions de dollars ou 2,60 % (5,4 millions de dollars, soit 2,14 % au 31 octobre 2008), du portefeuille était constitué de prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus. À titre de comparaison, ce taux est de 1,31 % pour le portefeuille total de prêts sur hypothèque de premier rang de BMO aux États-Unis.

Au Canada, BMO n'a pas de programme de prêts hypothécaires à risque élevé. Les décisions d'octroi de prêts hypothécaires de BMO se fondent sur une évaluation complète du client et de la structure du prêt. La cote de solvabilité n'est qu'un élément du processus d'octroi et, par conséquent, nous ne classifions pas les prêts sur la seule base de la cote de solvabilité.

Nous avons aussi une exposition nette de 140 millions de dollars américains (159 millions de dollars américains au 31 octobre 2008) envers une société qui a acheté des prêts hypothécaires en difficulté (y compris des prêts à risque élevé) à prix réduit.

## Prêts sur hypothèque de premier rang Alt-A

Aux États-Unis, les prêts Alt-A sont généralement considérés comme des prêts pour lesquels les critères d'admissibilité de l'emprunteur font l'objet d'une vérification limitée. Le portefeuille américain comprenait deux programmes de prêts correspondant à cette définition : les programmes Easy Doc et No Doc. Nous avons interrompu ces programmes au cours du troisième trimestre de 2008. Les prêts du programme No Doc, qui représentent la plus grande part de cette catégorie, nécessitaient

une cote de solvabilité fournie par un bureau de crédit d'un minimum de 660 et des quotités de financement d'un maximum de 80 % (90 % si le prêt est assuré par une assurance hypothécaire privée). Compte tenu de ces exigences de prêt, la qualité de crédit de notre portefeuille de prêts Alt-A est solide et la marche des comptes est satisfaisante. Aux États-Unis, nos prêts Alt-A directs totalisent 1,5 milliard de dollars américains (1,6 milliard de dollars américains au 31 octobre 2008). Sur ce montant, 21 millions de dollars, soit 1,39 %, représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus (10 millions ou 0,62 % au 31 octobre 2008).

Au Canada, nous n'avons pas de programme de prêts hypothécaires considérés comme des prêts Alt-A. Par le passé, nous avons choisi de ne pas vérifier le revenu ou l'emploi de certains clients de la Banque lorsqu'ils présentaient par ailleurs des caractéristiques de solvabilité suffisantes dans le cadre de notre programme d'octroi de crédit; cependant, cette approche n'est plus utilisée. Notre programme de prêts hypothécaires pour les nouveaux arrivants au Canada et les non-résidents permet une vérification limitée du revenu, mais comporte d'autres critères stricts d'admissibilité. Il y a environ 2,3 milliards de dollars (2,2 milliards au 31 octobre 2008) de prêts en cours en vertu de ce programme. Sur ce montant, seulement 16 millions de dollars, soit 0,67 % (11 millions ou 0,51 % au 31 octobre 2008) représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus, ce qui reflète la bonne qualité de ces prêts.

#### **Prêts sur valeur domiciliaire**

Aux États-Unis, notre portefeuille de prêts sur valeur domiciliaire se chiffre à 5,1 milliards de dollars américains, ce qui représente 2,7 % du portefeuille total de prêts de BMO au 31 janvier 2009. Dans l'ensemble du portefeuille, des prêts d'un montant de 306 millions de dollars américains (300 millions de dollars américains au 31 octobre 2008) ont été octroyés à des clients ayant une cote de solvabilité initiale inférieure à 620 et seraient classés dans la catégorie des prêts à risque élevé (563 millions de dollars américains autorisés) s'ils étaient inclus dans le portefeuille de prêts hypothécaires. Sur ce montant, seulement 4 millions de dollars américains, soit 1,26 %, représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus (2 millions de dollars américains et 0,81 % au 31 octobre 2008).

BMO a également offert des prêts dans le cadre de deux programmes à vérification restreinte au sein du portefeuille des prêts sur valeur domiciliaire aux États-Unis, qui seraient classés dans la catégorie Alt-A s'ils figuraient dans le portefeuille des prêts sur hypothèque de premier rang. Le montant autorisé en vertu de ces programmes s'élève à 1,0 milliard de dollars américains et l'encours, à 0,6 milliard de dollars américains. Les prêts accordés en vertu de ces programmes sont soumis aux mêmes exigences élevées en matière de cote de solvabilité et de quotité de financement que le portefeuille des prêts sur hypothèque de premier rang; le portefeuille a donc affiché un bon rendement. Au 31 janvier 2009, 4 millions de dollars américains, soit 0,67 % du portefeuille, représentent des prêts en souffrance depuis plus de 90 jours, situation n'ayant guère changé depuis le 31 octobre 2008. À titre de comparaison, ce taux s'établit à 0,78 % (0,57 % au 31 octobre 2008) pour le portefeuille total de prêts sur valeur domiciliaire de BMO aux États-Unis. Nous avons également interrompu ces programmes au cours du troisième trimestre de 2008.

Nous considérons également que les prêts sur valeur domiciliaire accordés à des clients dont la cote de crédit est supérieure à 620 et inférieure à 660 constituent des éléments plus risqués pour le portefeuille de prêts. Cette composante du portefeuille représente 0,3 milliard de dollars américains et 3 millions de dollars américains, soit 1,05 %, de ces prêts représentent des prêts en souffrance depuis plus de 90 jours (3 millions de dollars américains ou 0,90 % au 31 octobre 2008).

Les prêts dont la quotité de financement est supérieure à 90 % au moment de leur octroi représentent 0,3 milliard de dollars américains, soit 6,7 % du portefeuille des prêts sur valeur domiciliaire aux États-Unis. Les prêts consentis à des clients présentant une quotité de financement supérieure à 80 % et une cote de solvabilité inférieure à 660 au moment de l'octroi ne représentent que 0,3 milliard de dollars du portefeuille.

Au Canada, nous avons un portefeuille de marges de crédit sur valeur domiciliaire de 14,3 milliards de dollars (13,8 milliards de dollars au 31 octobre 2008). Les montants autorisés totalisent 26,1 milliards de dollars (25,4 milliards au 31 octobre 2008). Les prêts sur valeur domiciliaire n'excèdent généralement pas les ratios de quotité de financement de 80 % au moment de l'octroi, à de rares exceptions près. Ce portefeuille est de première qualité, la proportion de prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus n'étant que de 0,10 % (0,08 % au 31 octobre 2008). L'une de ces marges de crédit est offerte exclusivement sur des hypothèques de premier rang. Ce produit compte pour environ 54 % du portefeuille total. Les autres comprennent un ensemble diversifié de positions sur des hypothèques de premier rang et des positions de rang supérieur. Nous avons également un portefeuille de prêts sur valeur domiciliaire remboursables à tempérament d'une valeur de 0,3 milliard de dollars, dont moins de 2 millions de dollars sont des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus.

#### **Financement à levier financier**

Les prêts à levier financier sont définis par BMO comme les prêts aux sociétés de capital-investissement et les prêts mezzanine pour lesquels notre évaluation indique un niveau de risque de crédit plus élevé. BMO fait l'objet d'une exposition limitée aux prêts à levier financier, ces prêts correspondant à moins de 1 % de notre actif total avec un encours de 3,6 milliards de dollars au 31 janvier 2009 (5,6 milliards autorisés), comparativement à un encours de 3,6 milliards de dollars (5,8 milliards autorisés) au 31 octobre 2008. De ce montant, 267 millions de dollars ou 7 % étaient considérés comme douteux au 31 janvier 2009.

#### **Assureurs spécialisés et sociétés d'instruments dérivés de crédit**

Les expositions directes de BMO aux sociétés spécialisées dans la fourniture d'une protection contre la défaillance s'élèvent à 719 millions de dollars (573 millions au 31 octobre 2008) au titre de la valeur de marché d'instruments dérivés de contrepartie et à 22 millions de dollars (19 millions au 31 octobre 2008) au titre de la valeur de marché de titres de créances négociables. Un rajustement cumulé de 104 millions de dollars (60 millions de dollars au 31 octobre 2008) lié au risque de contrepartie a été comptabilisé en rapport avec ces expositions.

Une tranche d'environ 83 % des 719 millions de dollars (88 % des 573 millions de dollars au 31 octobre 2008) est liée à des contreparties ayant une cote AA ou plus élevée. Environ la moitié du reste est liée à des contreparties ayant une cote A et le solde concerne des contreparties ayant une cote CCC. Environ 58 % de

l'exposition de 22 millions de dollars aux titres de créances négociables est lié à des contreparties ayant une cote BBB- ou plus élevée et le reste est principalement lié à des contreparties ayant une cote CCC. La valeur notionnelle des contrats directs mettant en présence des assureurs spécialisés et des sociétés d'instruments dérivés de crédit est d'environ 4,3 milliards de dollars (environ 4,5 milliards au 31 octobre 2008). La plupart des contrats avec ces sociétés concerne des titres adossés à des créances avec flux groupés et des swaps sur défaillance de notre portefeuille de négociation et fournissent une protection contre les pertes découlant des défaillances. L'exposition de ces instruments aux prêts hypothécaires à risque élevé est minime.

BMO détient aussi 1 160 millions de dollars (1 176 millions au 31 octobre 2008) de titres assurés par des assureurs spécialisés, dont 756 millions de dollars d'obligations municipales. Une proportion d'environ 94 % (environ 79 % au 31 octobre 2008) du portefeuille d'obligations municipales est de catégorie investissement, incluant l'avantage des garanties d'assurance. Environ 73 % (environ 68 % au 31 octobre 2008) des obligations municipales détenues ont des cotes qui ne tiennent pas compte des garanties d'assurance et toutes sont de catégorie investissement.

#### **Conduits de titrisation canadiens soutenus par BMO**

BMO soutient neuf conduits canadiens de titrisation. Ils comprennent trois entités bancaires de titrisation canadiennes de la Banque dont deux détiennent des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens transférés de BMO, tandis que la troisième détient des prêts sur cartes de crédit transférés de BMO. Les investissements de BMO dans du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) des deux conduits détenant des prêts hypothécaires à l'habitation totalisaient 84 millions de dollars (509 millions de dollars au 31 octobre 2008). BMO fournit à ces deux conduits 5,1 milliards de dollars de facilités de trésorerie, et aucune somme n'a été prélevée sur ces facilités. L'entité de titrisation de prêts sur cartes de crédit n'émet que des titres adossés à des créances à terme et n'émet pas de papier commercial adossé à des actifs. En conséquence, nous ne fournissons pas de facilités de trésorerie à cette entité. Les billets émis par les programmes offrant des prêts hypothécaires sont cotés R-1 (élevé) par DBRS et Prime-1 par Moody's. Les billets de premier rang émis par les programmes offrant des cartes de crédit sont cotés AAA par DBRS et Aaa par Moody's.

Nous soutenons également six entités de titrisation de clients au Canada qui détiennent des actifs transférés par nos clients pour leur fournir du financement. Nous consolidons les comptes de deux des conduits où la majeure partie du gain ou de la perte prévu des conduits a été considérée comme revenant à BMO. Globalement, ces deux entités détiennent 248 millions de dollars d'actifs, comprenant 8 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens présentant des caractéristiques de prêts à risque élevé et 63 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens présentant des caractéristiques de prêts Alt-A.

Les billets émis par les quatre conduits de titrisation restants sont cotés R-1 (élevé) par DBRS et Prime-1 par Moody's et représentent 9,6 milliards de dollars (11,0 milliards de dollars au 31 octobre 2008) des facilités de trésorerie de BMO, sur lesquelles aucun montant n'a été prélevé. Les actifs de chacun de ces quatre conduits se composent principalement de lots diversifiés de

créances automobiles et de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens. Ensemble, ces catégories d'actifs représentent 74 % des actifs regroupés de ces quatre conduits. Leurs actifs incluent quelque 96 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens ayant des caractéristiques de prêts à risque élevé et 867 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens ayant des caractéristiques de prêts Alt-A. Ces conduits n'incluent aucun titre adossé à des créances avec flux groupés ni aucune exposition à des assureurs spécialisés.

Les investissements de BMO dans le papier commercial adossé à des actifs (PCAA) des sept conduits non consolidés totalisent 1,2 milliard de dollars (2,6 milliards de dollars au 31 octobre 2008). Aucune perte n'a été comptabilisée en rapport avec l'investissement de BMO dans le PCCA de ces entités.

#### **Conduits de titrisation américains soutenus par BMO**

BMO s'engage à fournir des facilités de trésorerie de 7,5 milliards de dollars américains (8,2 milliards de dollars américains au 31 octobre 2008) à notre entité multicédants américaine émettrice de PCAA.

Environ 60 % des engagements du conduit ont été cotés par Moody's ou S&P, et tous ont reçu la cote catégorie investissement, avec un taux de 78 % ayant reçu la cote A ou une cote plus élevée de Moody's et 100 % coté A ou une cote supérieure par S&P. Environ 1,4 milliard de dollars américains d'engagements sont assurés par des assureurs spécialisés, principalement MBIA et Ambac.

Le conduit a du papier commercial en circulation pour 6,0 milliards de dollars américains (6,5 milliards de dollars américains au 31 octobre 2008). Le PCAA du conduit est coté A1 par S&P et P1 par Moody's. BMO n'a pas investi dans le PCAA du conduit. Le papier commercial en circulation a été acheté avec régularité par des tiers investisseurs malgré les perturbations du marché, et les niveaux de prix sont en phase avec ceux des conduits émetteurs de PCAA de première qualité aux États-Unis.

#### **Conduits de titrisation canadiens non soutenus par des banques**

Nous détenons du PCAA d'un montant de 325 millions de dollars de six conduits de titrisation canadiens non soutenus par des banques, dont la valeur comptable s'élève à 187 millions de dollars au 31 octobre 2008. Nous n'avons pas fourni de concours de trésorerie pour ces entités. Au quatrième trimestre de 2008, nous avons enregistré une diminution de la juste valeur de 14 millions de dollars dans les autres éléments du résultat étendu.

Un accord a été conclu par certains conduits canadiens de PCAA non soutenus par des banques et des investisseurs, accord connu sous le nom d'« Accord de Montréal » le 21 janvier 2009 et notre montant de PCAA de 325 millions de dollars a été échangé contre 7 millions de dollars en espèces et 323 millions de dollars de billets à long terme nouvellement émis. À ce stade-ci, nous avons comptabilisé la diminution de 14 millions de dollars précisée plus haut et une diminution supplémentaire de 35 millions de la juste valeur a été portée contre les gains sur titres (autres que de négociation). Notre montant de 323 millions de dollars de billets est maintenant comptabilisé à sa juste valeur estimative de 145 millions de dollars dans les actifs de négociation. Dans le cadre de l'engagement des banques canadiennes à faciliter la conclusion de la restructuration le 21 janvier 2009 et outre notre exposition existante de 323 millions de dollars, BMO fournit une facilité d'emprunt de premier rang de

300 millions de dollars. Aucun montant n'a été prélevé sur cette facilité et aucun prélèvement n'est anticipé dans les 18 prochains mois.

#### **Entité de protection de crédit**

Nous parrainons également Apex Trust (Apex), entité ad hoc canadienne qui fournit, sous forme de swaps sur défaillance, une protection contre le risque de crédit lié à douze tranches de titres, à levier financier, ultra-prioritaires, provenant de lots diversifiés de titres de crédit aux entreprises américains et européens. Apex a une exposition à quelque 450 émetteurs, diversifiés en termes de région et de secteur. Environ 73 % sont de catégorie investissement, dont 62 % sont cotés BBB ou assortis d'une cote équivalente. Un certain nombre de ces cotes visant les sociétés sous-jacentes sont sous surveillance en vue d'une révision à la baisse.

Apex a émis 2,2 milliards de dollars de billets à moyen terme d'une durée de cinq et huit ans (les « Billets ») et BMO a une exposition de 815 millions de dollars à ces Billets. Une autre partie a une exposition de 600 millions de dollars aux Billets par le biais d'un swap sur rendement total avec BMO. Le prix du swap sur rendement total sera recalculé en septembre 2009 en fonction d'un indice de référence. BMO a l'option de mettre fin au swap à ce moment-là. Si BMO choisit de prolonger le swap, le coût de celui-ci devrait vraisemblablement augmenter en fonction des conditions du rajustement de prix, selon les conditions qui prévaudront alors sur les marchés.

Une facilité de financement de premier rang (la « Facilité de premier rang ») de 1,13 milliard de dollars a été mise à la disposition d'Apex, BMO fournissant 1,03 milliard de dollars de cette facilité. Les avances effectuées dans le cadre de la Facilité de premier rang ont priorité de rang sur les Billets. Au 31 janvier 2009, 941 millions de dollars (553 millions de dollars au 31 octobre 2008) de l'engagement de BMO dans le cadre de la Facilité de premier rang ont été utilisés pour financer des appels de sûretés à la suite du déclin de la valeur de marché des swaps sur défaillance sous-jacents. Les Billets et la Facilité de premier rang totalisent environ 3,3 milliards de dollars et représentent approximativement 16 % des quelque 21 milliards de dollars des positions de crédit notionnelles nettes détenues par l'entité.

BMO a conclu des contrats de swaps sur défaillance sur les positions notionnelles nettes avec les contreparties des swaps et des swaps de compensation avec Apex. En conséquence, BMO assume également un risque si les pertes dépassent la valeur globale de 3,3 milliards de dollars des Billets et de la Facilité de premier rang.

Au premier trimestre, nous avons enregistré une charge totalisant 248 millions de dollars consistant en une charge de 177 millions de dollars relativement aux Billets, ce qui a ramené la valeur comptable des Billets de 815 millions de dollars à 448 millions de dollars (625 millions au 31 octobre 2008) et une charge supplémentaire de 71 millions de dollars en relation avec la transaction du swap sur rendement total. La diminution de la juste valeur au premier trimestre est imputable à la détérioration de la qualité de crédit des portefeuilles sous-jacents et aux augmentations des écarts de taux causées par les conditions actuelles du marché.

Les pertes sur créances réalisées sur les Billets d'Apex ne sont enregistrées que si les pertes en cas de défaut dépassent la protection de premier niveau d'une tranche. Une part importante

des positions d'Apex bénéficie d'une protection importante de premier niveau. Le palier le plus bas de protection de premier niveau est estimé à 5,7 % (pourcentage estimatif de 7,0 % au 31 octobre 2008) sur une tranche d'un montant notionnel de 875 millions de dollars. Sa cote a été réduite à BB (élevé) en février. La protection de premier niveau du deuxième palier le plus bas est estimée à 10,4 % (estimée à 11,2 % au 31 octobre 2008) sur une tranche d'un montant notionnel de 342 millions de dollars. Sa cote a été réduite à BBB au cours du trimestre. Les dix autres tranches ont une protection de premier niveau comprise entre 13,5 % et 29,7 % (14,4 % et 30,3 % au 31 octobre 2008), avec une moyenne pondérée de 23,2 % et sont toutes cotées AAA. Cette importante protection de premier niveau contre les défaillances futures sur les tranches AAA est beaucoup plus élevée que les pertes sur créances historiques des crédits d'entreprises. Si des pertes étaient réalisées sur les montants nominaux de référence de 1 217 millions de dollars représentés par les deux tranches comportant une protection de premier niveau plus faible, les pertes de BMO réalisées au prorata sur son exposition de 815 millions de dollars aux billets s'établiraient à 450 millions de dollars (en fonction d'une exposition pour BMO de 815 millions de dollars sur les 2,2 milliards de billets à moyen terme en cours). Comme nous le mentionnons plus haut, BMO a comptabilisé des charges non réalisées de 367 millions de dollars à l'égard de ces billets depuis le début de l'exercice.

#### **Entités de gestion de placements structurés**

Nous fournissons un soutien de premier rang pour le financement, au moyen de facilités de trésorerie de BMO, pour deux entités de gestion de placements structurés de BMO, soit Links Finance Corporation (Links) et Parkland Finance Corporation (Parkland).

Au 31 janvier 2009, les sommes utilisées dans le cadre des facilités s'élèvent au total à 4,9 milliards de dollars américains et 447 millions d'euros (3,7 milliards de dollars américains et à 477 millions d'euros au 31 octobre 2008). Les facilités de trésorerie totalisaient un maximum d'environ 7,1 milliards de dollars américains pour Links et de 641 millions d'euros pour Parkland au 31 janvier 2009, en baisse par rapport à 7,7 milliards de dollars américains et 672 millions d'euros au 31 octobre 2008. Les avances faites dans le cadre des facilités de trésorerie sont d'un rang supérieur à celui des billets de capital subordonnés des entités de gestion de placements structurés. La somme totale utilisée dans le cadre des facilités de trésorerie est influencée par divers facteurs, notamment le rythme et le prix des ventes des actifs, le profil des échéances des billets de premier rang et les échéances des actifs. Bien que les actifs des entités de gestion de placements structurés arrivent à échéance au fil du temps, une portion importante devrait être remboursée entre 2010 et 2012.

Conformément à cette stratégie de vente d'une manière ordonnée et sensible à la valeur et en raison de la détérioration du marché, le rythme de vente des actifs est demeuré lent durant le trimestre en raison des conditions du marché. Nous prévoyons toujours que les entités de gestion de placements structurés continueront de suivre la stratégie consistant à vendre des actifs de façon méthodique en fonction des conditions du marché. Toutefois, en supposant, à des fins de démonstration, qu'il n'y ait pas d'autres ventes d'actifs et que les actifs soient remboursés selon les modalités prévues, les montants en circulation en vertu

de la facilité de financement de premier rang atteindraient au maximum 6,5 milliards de dollars en août 2009 pour Links et 620 millions d'euros en juillet 2009 pour Parkland.

Les détenteurs de billets de capital des entités de gestion de placements structurés vont continuer à assumer le risque économique lié aux pertes réelles jusqu'à concurrence de la valeur totale de leur investissement. Au 31 janvier 2009, la valeur nominale des billets de capital subordonnés de Links et de Parkland, déduction faite du déficit cumulé, est respectivement de 1,1 milliard de dollars américains et de 158 millions d'euros. La valeur de marché des actifs détenus par Links et Parkland s'élève à 5,6 milliards de dollars américains et à 616 millions d'euros respectivement, en baisse par rapport aux 6,8 milliards de dollars américains et aux 698 millions d'euros au 31 octobre 2008. La valeur de marché des actifs des entités de gestion de placements structurés est actuellement inférieure au montant des créances prioritaires en circulation, mais BMO croit que la protection de premier niveau fournie par les billets de capital subordonnés est supérieure aux pertes prévues.

La qualité des actifs de Links et de Parkland demeure élevée, environ 69 % des titres de créance ayant reçu une cote Aa3 ou supérieure de Moody's (84 % au 31 octobre 2008), 62 % ayant reçu une cote AA- ou supérieure de S&P (73 % au 31 octobre 2008) et 98 % ayant reçu la cote catégorie investissement. Certaines des cotes des titres de créance sont sous surveillance en vue d'une révision à la baisse. Les cotes des billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés ont été abaissées au cours du trimestre, lesquelles sont à des niveaux conformes aux cotes de crédit Aa1 (Moody's) et A+ (S&P) attribuées aux créances prioritaires de BMO. Les entités de gestion de placements structurés ne détiennent pas de prêts hypothécaires américains à risque élevé. Elles détiennent des titres de créance diversifiés, et la combinaison des titres est essentiellement inchangée depuis le 31 octobre 2008.

Le tableau suivant présente des renseignements supplémentaires sur certains autres instruments financiers qui sont détenus dans nos portefeuilles de placement et de négociation. La plupart de nos titres adossés à des créances avec flux groupés et de nos titres adossés à des prêts sont entièrement couverts par d'autres grandes institutions financières. L'exposition nette à des titres adossés à des créances avec flux groupés est faible, à 29 millions de dollars, et comprend la valeur comptable d'investissements non couverts et rehaussés, à hauteur de 18 millions, ainsi qu'une perte nette cumulative sur placements couverts de 11 millions. L'exposition nette à des titres adossés à des prêts est également peu élevée, à 107 millions de dollars, et comprend la valeur comptable de placements non couverts et rehaussés, à hauteur de 85 millions, ainsi qu'une perte nette cumulée sur investissements couverts de 22 millions.

BMO n'a investi que dans des tranches prioritaires et ultra-prioritaires de titres adossés à des créances avec flux groupés et de titres adossés à des prêts. Le tableau indique la plus faible cote externe établie par S&P, Moody's ou Fitch pour chaque tranche. La différence entre les montants des placements couverts et la valeur comptable des montants des placements couverts reflète des rajustements liés à l'évaluation à la valeur de marché, qui sont généralement recouvrables par le biais de swaps sur rendement total ou sur défaillance. Les titres sous-jacents comprennent principalement une gamme étendue d'actifs d'entreprise. Environ 50 % des montants des placements couverts le sont par des swaps avec trois contreparties qui sont des institutions financières de cote A+ ou supérieure. La valeur de la participation de BMO dans ces couvertures est soutenue par une garantie, à l'exception de montants relativement faibles autorisés aux termes des accords avec les contreparties. Le reste des montants des placements couverts est couvert par trois contreparties qui sont des assureurs spécialisés jouissant d'une cote A à AAA.

Au cours du trimestre, BMO a conclu avec deux institutions financières des arrangements de swap sur rendement total et a fourni les positions sous-jacentes en titres adossés à des instruments de dettes, lesquels ont donné lieu à un gain modeste étant donné que tant les placements que les instruments de couverture ont été conclus à des valeurs approchant celles d'octobre 2008. Au 31 octobre 2008, la valeur comptable de ces placements couverts était de 1,134 milliard de dollars.

### **Titres à enchères**

Le marché des titres à enchères (Auction Rate Securities ou ARS) a été perturbé au début de 2008. Il n'y a aucun programme de titres à enchères soutenu par BMO sur le marché et BMO ne détenait aucun titre à enchères dans ses portefeuilles de négociation à la fin de 2008. Au quatrième trimestre de 2008, BMO a toutefois offert d'acheter, à la valeur nominale majorée de l'intérêt couru, des titres à enchères détenus par des clients. Au cours du quatrième trimestre, BMO a comptabilisé une charge de 12 millions de dollars (8 millions après impôts) attribuable à l'évaluation des titres à enchères devant être déposés dans le cadre de notre offre. Au cours du trimestre, BMO a comptabilisé une charge de 17 millions de dollars (11 millions après impôts). Au 31 janvier 2009, des titres à enchères d'une valeur de 143 millions de dollars américains ont été déposés dans le cadre de notre offre.

### **Exposition à des institutions financières reconnues**

Depuis le 31 octobre 2008, les gouvernements, en Europe et aux États-Unis, ne cessent d'aider financièrement de manière significative les institutions financières locales. Les flux commerciaux entre les pays et les régions ont diminué au cours des derniers mois, ce qui a mis sous pression les économies et les systèmes bancaires d'un grand nombre de pays. À la lumière de ce qui précède, BMO a continué de gérer de manière proactive son exposition aux institutions financières.

### **Mise en garde**

Compte tenu de la conjoncture incertaine des marchés financiers, l'évaluation de nos instruments des marchés financiers pourrait subséquemment être l'objet de gains et de pertes en raison des variations de la valeur de marché.

La présente section Instruments financiers dans des conditions de crédit difficiles contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

**Expositions à d'autres instruments financiers désignés** (en millions de dollars canadiens) (note 1)

		Valeur comptable des placements non couverts et rehaussés	Valeur comptable du montant des placements couverts	Perte de valeur cumulée des placements couverts	Gain cumulé sur couvertures	Pertes nettes sur placements couverts
Au 31 janvier 2009						
<b>Titres adossés à des créances avec flux groupés 2)</b>	AAA	18				Titres divers
	AAA		173	(60)	60	- Couverts par des IF de cote A+ ou supérieure
	AAA		316	(40)	29	(11) Couverts par des assureurs spécialisés de cote AAA 3)
	A- à AA+ CCC ou inférieure	303	117	(186)	186	- Couverts par des IF de cote A+ ou supérieure
		19	-	(19)	19	- Couverts par des IF de cote AA- ou supérieure
		18	811	(305)	294	(11)
<b>Titres adossés à des prêts</b>	AAA	85				Principalement des prêts à des entreprises de taille moyenne au Royaume-Uni et en Europe
	AAA		686	(131)	131	- Couverts par des IF de cote A ou supérieure
	AAA		1 236	(181)	159	Couverts par des assureurs spécialisés de cote A ou supérieure
		85	1 922	(312)	290	(22)
<b>Titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation 4)</b>						
Sans prêt hypothécaire à risque élevé	AAA	37				Principalement des prêts hypothécaires au Royaume-Uni et en Australie
Prêts hypothécaires américains à risque élevé - rehaussés 2)	A- à AA+ BBB- à BBB+ CCC	4 17 9				Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote AAA 3) Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote A Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote CCC
Prêts hypothécaires américains à risque élevé	AAA A- à AA+ BBB- à BBB+  B- à BB+ B- à BB+	 103 100 62  1 113	54 35 31  41	(49) (65) (31)  (72)	48  31  72	(1) Couverts par des IF de cote AA ou supérieure (65) Couverts par des IF de cote AA ou supérieure - Couverts par des IF de cote AA ou supérieure Principalement des prêts hypothécaires américains à faible quotité de financement ou plus anciens - Couverts par des IF de cote AA ou supérieure
		68	378	(217)	151	(66)
<b>Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales</b>	AAA A- à AA+	41 59				Prêts immobiliers à des entreprises en Europe, au Royaume-Uni et aux États-Unis Principalement des prêts à des entreprises et des prêts résidentiels à utilisation multiple au Canada
		100				
<b>Titres adossés à des créances</b>	AAA A- à AA+ BBB- à BBB+	219 136 63				Principalement des créances sur cartes de crédit et des prêts automobiles au Canada Principalement des créances sur cartes de crédit et des prêts automobiles au Canada Billets adossés à des créances sur cartes de crédit au Canada
		418				

IF = Institutions financières

- 1) Depuis le 1<sup>er</sup> août 2008, la plupart des placements non couverts et rehaussés ont été transférés dans le portefeuille des titres disponibles à la vente.
- 2) Les titres adossés à des créances avec flux groupés incluent une exposition indirecte d'environ 0,2 milliard de dollars à des prêts hypothécaires à l'habitation à risque élevé américains. Comme nous l'avons indiqué plus haut, cette exposition est couverte au moyen de swaps sur rendement total avec trois grandes institutions financières qui ne sont pas des assureurs spécialisés. Ces montants excluent le montant notionnel de 1,5 milliard de dollars américains lié à des protections par swap sur défaillance de titres adossés à des créances avec flux groupés, achetées à deux contreparties qui sont des sociétés de dérivés de crédit, dont la valeur de marché est de 406 millions de dollars, et à des swaps sur défaillance correspondants fournis à d'autres institutions financières dans notre rôle d'intermédiaire.
- 3) Certaines cotes sont sous surveillance.
- 4) Les titres adossés à des créances hypothécaires rehaussés sont dotés d'une garantie d'assurance et sont cotés en tenant compte du rehaussement. Les titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation inclus dans les placements couverts de 378 millions de dollars ont une exposition d'environ 184 millions de dollars à des prêts à risque élevé américains sous-jacents.

## Analyse des résultats des groupes d'exploitation

### État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le premier trimestre de 2009

T1-2009

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O	Total BMO
Revenu net d'intérêts (bic) 1)	1 065	178	516	(428)	<b>1 331</b>
Revenu autre que d'intérêts	508	280	211	112	<b>1 111</b>
Revenu total (bic) 1)	1 573	458	727	(316)	<b>2 442</b>
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	113	1	42	272	<b>428</b>
Frais autres que d'intérêts	946	375	473	47	<b>1 841</b>
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	514	82	212	(635)	<b>173</b>
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic) 1)	155	25	33	(284)	<b>(71)</b>
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	19	<b>19</b>
Revenu net T1-2009	359	57	179	(370)	<b>225</b>
Revenu net T4-2008	345	75	290	(150)	<b>560</b>
Revenu net T1-2008	317	96	(29)	(129)	<b>255</b>
<b>Autres statistiques</b>					
Profit économique net	183	32	(10)	(424)	<b>(219)</b>
Rendement des capitaux propres	21,2 %	23,6 %	9,9 %	n.s.	<b>4,9 %</b>
Levier d'exploitation	1,5 %	(12,4 %)	143,2 %	n.s.	<b>6,4 %</b>
Levier d'exploitation avant amortissement	1,4 %	(12,5 %)	143,2 %	n.s.	<b>6,4 %</b>
Ratio de productivité (bic)	60,1 %	81,7 %	65,0 %	n.s.	<b>75,4 %</b>
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	59,6 %	81,6 %	65,0 %	n.s.	<b>75,0 %</b>
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,79 %	8,48 %	1,07 %	n.s.	<b>1,51 %</b>
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	6 465	937	6 553	2 266	<b>16 221</b>
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	151,5	8,3	191,0	(2,3)	<b>348,5</b>
Effectif - équivalent de durée normale	20 637	4 562	2 393	9 631	<b>37 223</b>

n.s. - non significatif

<sup>1)</sup> Les revenus des groupes d'exploitation et les impôts sur les bénéfices sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les rajustements bic du groupe s'annulent dans le revenu des Services d'entreprise, et le revenu total de BMO, les impôts sur les bénéfices et la marge nette d'intérêts sont présentés selon les PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le premier trimestre de 2009.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit transférée d'un groupe client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO à ses priorités stratégiques. Toutes les données correspondantes sont alors reclassées pour tenir compte de ces transferts.

La note 17 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, y compris la répartition de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

## Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2009	Augmentation (Diminution) c. T1-2008		Augmentation (Diminution) c. T4-2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	1 065	125	13 %	38	4 %
Revenu autre que d'intérêts	508	42	9 %	(31)	(6 %)
Revenu total (bic)	1 573	167	12 %	7	1 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	113	21	22 %	12	12 %
Frais autres que d'intérêts	946	89	10 %	(22)	(2 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	514	57	13 %	17	4 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	155	15	12 %	3	2 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-
Revenu net	359	42	13 %	14	4 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	7	-	-	(1)	(10 %)
Revenu net avant amortissement	366	42	13 %	13	4 %
Rendement des capitaux propres	21,2 %		(4,5 %)		(1,7 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	21,7 %		(4,6 %)		(1,8 %)
Levier d'exploitation	1,5 %		n.s.		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	1,4 %		n.s.		n.s.
Ratio de productivité (bic)	60,1 %		(0,9 %)		(1,7 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	59,6 %		(0,7 %)		(1,6 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,79 %		0,15 %		0,10 %
Actif productif moyen	151 484	9 804	7 %	(437)	-

n.s. - non significatif

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises - Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises - États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

## Services bancaires Particuliers et entreprises - Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2009	Augmentation (Diminution) c. T1-2008		Augmentation (Diminution) c. T4-2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	825	52	7 %	10	1 %
Revenu autre que d'intérêts	449	31	7 %	(32)	(7 %)
Revenu total (bic)	1 274	83	7 %	(22)	(2 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	95	12	14 %	6	7 %
Frais autres que d'intérêts	715	23	4 %	(10)	(1 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	464	48	12 %	(18)	(4 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	139	14	10 %	(10)	(7 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-
Revenu net	325	34	12 %	(8)	(2 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	1	100 %	1	+100 %
Revenu net avant amortissement	326	35	12 %	(7)	(2 %)
Revenus des services aux particuliers, d'assurance et autres	626	21	3 %	(44)	(7 %)
Revenus des services aux entreprises	346	5	1 %	12	4 %
Revenu des services de cartes	302	57	24 %	10	4 %
Levier d'exploitation	3,5 %		n.s.		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	3,5 %		n.s.		n.s.
Ratio de productivité (bic)	56,2 %		(1,9 %)		0,2 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	56,1 %		(1,9 %)		0,2 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,72 %		0,14 %		0,10 %
Actif productif moyen	120 217	963	1 %	(3 590)	(3 %)

n.s. - non significatif

## **Comparaison du premier trimestre de 2009 et du premier trimestre de 2008**

Le revenu net, qui s'élève à 325 millions de dollars, a augmenté de 34 millions, ou de 12 %, par rapport à la même période l'an dernier, malgré une économie au ralenti.

Le revenu a progressé de 83 millions de dollars, ou de 7,0 %. Cette hausse s'explique par l'augmentation du volume, la progression des revenus tirés des services de cartes et de Moneris, ainsi que par l'amélioration de la marge nette d'intérêts, facteurs ayant toutefois été partiellement contrebalancés par des pertes nettes sur titres de placement.

La marge nette d'intérêts a progressé de 14 points de base en raison de la hausse des volumes de produits plus rentables, notamment des prêts aux particuliers et des cartes, des mesures de tarification prises en raison des coûts accrus de mobilisation de fonds à long terme, et des taux préférentiels favorables liés aux taux des acceptations bancaires, facteurs partiellement compensés par la baisse des frais de refinancement des prêts hypothécaires.

Dans le secteur des services aux particuliers, le revenu a augmenté de 21 millions de dollars, ou de 3,4 %. La croissance de MargExpress sur valeur domiciliaire a entraîné la progression des prêts aux particuliers de 21 % par rapport au premier trimestre de 2008. La part de marché s'est accrue de 80 points de base par rapport à l'année précédente et de 8 points de base par rapport au quatrième trimestre, pour s'établir à 12,07 %.

Dans le contexte de l'affaiblissement du marché de l'habitation, nos prêts hypothécaires ont enregistré une baisse comparativement à l'année dernière. La croissance positive affichée par les soldes attribuable à nos propres réseaux a été neutralisée par la liquidation planifiée de nos portefeuilles de prêts hypothécaires provenant de courtiers. Ainsi, notre part du marché des prêts hypothécaires a diminué de 110 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 24 points de base par rapport au quatrième trimestre.

Les dépôts des particuliers ont augmenté de 2,8 % comparativement au premier trimestre de 2008. Notre part de marché a gagné 31 points de base par rapport au quatrième trimestre et 22 points de base par rapport à la même période l'an dernier, s'établissant à 12,33 % dans un environnement où la concurrence est très vive.

Dans le secteur des services aux entreprises, le revenu a progressé de 5 millions de dollars, ou de 1,4 %, en raison de la croissance des prêts et des dépôts sur marges et des commissions liées aux activités. La croissance du revenu a été freinée par des pertes nettes sur titres de placement attribuables à la faiblesse des marchés des actions. La croissance des prêts est de 5,8 % sur 12 mois, malgré les mauvaises conditions économiques et la concurrence toujours vive. BMO se classe au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché des services aux entreprises au Canada, avec une part de 19,93 %, en hausse de 56 points de base par rapport à la même période l'an dernier et en hausse de 9 points de base par rapport au quatrième trimestre. Dans le secteur des prêts aux entreprises de 1 million à 5 millions de dollars, la croissance s'est chiffrée à 8,4 % sur 12 mois, et notre part de marché a augmenté de 77 points de base comparativement à la même période l'an dernier et était comparable à celle du quatrième trimestre. En ce qui concerne les dépôts, la croissance des soldes de 6,8 % a été accompagnée d'une hausse constante des comptes d'entreprises.

Nous sommes heureux de l'amélioration du taux de fidélisation dans les services bancaires aux particuliers et aux entreprises où nous avons réalisé des gains comparativement à nos concurrents.

Les revenus tirés des services de cartes et de paiements ont augmenté de 57 millions de dollars, ou de 24 %, d'un exercice à l'autre, principalement grâce à l'augmentation des transactions et des soldes, des rendements et à la hausse des revenus de Moneris. Nous avons également enregistré une progression dans les services de cartes en tirant profit du lancement de nouveaux produits l'année dernière, y compris les cartes Shell MasterCard Mosaik, AIR MILES et les programmes de remise en espèces. Le marketing de la marque et les promotions combinés à l'intégration des ventes de cartes dans l'ensemble des succursales ont entraîné une croissance continue du portefeuille de cartes.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 23 millions de dollars, ou de 3,5 %, essentiellement en raison de la hausse des coûts liés aux avantages sociaux, des dépenses liées aux initiatives et des coûts liés à Moneris. Pour ce qui est de l'avenir, nous avons l'intention d'investir stratégiquement afin de maintenir notre position concurrentielle et, attentifs à la conjoncture actuelle, nous continuerons à gérer rigoureusement nos dépenses d'un point de vue tactique.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a progressé de 6,8 milliards de dollars, ou de 5,3 %, par rapport au premier trimestre de 2008. Les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 1,3 milliard de dollars, ou de 2,8 %, par rapport à la même période l'an dernier. Le levier d'exploitation avant amortissement du groupe s'est établi à 3,5 %.

## **Comparaison du premier trimestre de 2009 et du quatrième trimestre de 2008**

Le revenu net a fléchi de 8 millions de dollars, ou de 2,2 %.

Le revenu a diminué de 22 millions, ou de 1,7 %, en raison de la baisse des revenus de titrisation et des intérêts sur les remboursements d'impôts au quatrième trimestre, partiellement compensée par l'amélioration de la marge nette d'intérêts. La marge nette d'intérêts a progressé de 10 points de base en raison de la hausse des volumes de produits plus profitables, des taux préférentiels favorables liés aux taux des acceptations bancaires, ainsi que des mesures prises en matière de tarification par suite de la hausse des coûts de mobilisation de fonds à long terme, facteurs ayant plus que contrebalancé l'incidence des intérêts sur les remboursements d'impôts du trimestre précédent et la baisse des frais de refinancement des prêts hypothécaires du trimestre considéré.

Les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 10 millions de dollars, ou de 1,4 %, en raison de la diminution des dépenses liées aux initiatives, des dépenses publicitaires et des frais de consultation, partiellement compensée par la hausse des frais liés aux employés, notamment les frais au titre de la rémunération à base d'actions attribuée à des employés admissibles à la retraite et la hausse des frais liés aux avantages sociaux.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a progressé de 0,5 milliard de dollars, ou de 0,4 %, par rapport au quatrième trimestre, tandis que les dépôts des particuliers ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou de 1,9 %, et que les dépôts des entreprises ont crû de 1,2 milliard de dollars, ou de 5,2 %.

## Services bancaires Particuliers et entreprises - États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2009	Augmentation (Diminution) c. T1-2008		Augmentation (Diminution) c. T4-2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	240	73	44 %	28	13 %
Revenu autre que d'intérêts	59	11	23 %	1	2 %
Revenu total (bic)	299	84	39 %	29	11 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	18	9	+100 %	6	40 %
Frais autres que d'intérêts	231	66	39 %	(12)	(5 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	50	9	25 %	35	+100 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	16	1	21 %	13	+100 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-
Revenu net	34	8	27 %	22	+100 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	6	(1)	(14 %)	(2)	(15 %)
Revenu net avant amortissement	40	7	24 %	20	+100 %
Levier d'exploitation	(0,1 %)		n.s.		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	(1,6 %)		n.s.		n.s.
Ratio de productivité (bic)	77,0 %		-		(12,8 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	74,3 %		0,9 %		(11,9 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,05 %		0,08 %		0,05 %
Actif productif moyen	31 267	8 841	39 %	3 153	11 %

### États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu net d'intérêts (bic)	196	29	17 %	5	3 %
Revenu autre que d'intérêts	48	-	-	(4)	(7 %)
Revenu total (bic)	244	29	13 %	1	1 %
Frais autres que d'intérêts	188	22	13 %	(29)	(14 %)
Revenu net	27	1	3 %	16	+100 %
Actif productif moyen	25 481	3 018	13 %	168	1 %

n.s. - non significatif

### Comparaison du premier trimestre de 2009 et du premier trimestre de 2008

Le revenu net a augmenté de 8 millions de dollars, ou de 27 %, pour s'établir à 34 millions de dollars. En dollars américains, le revenu net a crû de 1 million de dollars, ou de 3,4 %, pour se chiffrer à 27 millions de dollars.

Les mauvaises conditions du crédit ont entraîné la baisse de 10 millions de dollars américains du revenu net pour le trimestre, en raison d'une augmentation des prêts non productifs et des coûts de gestion de notre portefeuille.

Le revenu a progressé de 29 millions de dollars américains, ou de 13 %, nos acquisitions au Wisconsin ayant contribué à hauteur de 19 millions de dollars américains à la hausse. Si l'on exclut les acquisitions, les prêts ont progressé de 1,1 milliard de dollars américains, ou de 5,6 %, et les dépôts, de 762 millions de dollars américains, ou de 4,3 %. Les incidences de la croissance des volumes et de l'augmentation des marges sur les dépôts ont été contrebalancées en partie par la baisse des charges de service et d'autres commissions ainsi que par l'incidence négative accrue de l'affaiblissement des marchés du crédit (7 millions de dollars américains).

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 22 millions de dollars américains, ou de 13 %. Si l'on exclut l'incidence des acquisitions de 16 millions de dollars américains, les frais ont augmenté de 6 millions de dollars américains, principalement à cause des frais de publicité stratégique, des coûts de succursales ouvertes précédemment en 2008 et de la hausse des frais liés au marché du crédit de 3 millions de dollars américains. Ces facteurs

ont été partiellement contrebalancés par la réduction des montants contrebalancés par une réduction de 6 millions de dollars américains de la provision liée au litige concernant Visa.

### Comparaison du premier trimestre de 2009 et du quatrième trimestre de 2008

Le revenu net a augmenté de 22 millions de dollars pour s'établir à 34 millions. En dollars américains, le revenu net a progressé de 16 millions de dollars, pour se chiffrer à 27 millions.

Le revenu a augmenté de 1 million de dollars américains. La croissance des volumes et l'augmentation des marges sur les dépôts ont été partiellement neutralisées par la baisse des charges de service et autres commissions ainsi que par l'incidence négative accrue de l'affaiblissement des marchés du crédit (4 millions de dollars américains).

La diminution de 29 millions de dollars américains, ou de 14 %, des frais autres que d'intérêts est en grande partie attribuable à la baisse des frais d'intégration et à la variation de la provision liée au litige concernant Visa.

Notre taux de recommandation net, qui mesure la fidélité de la clientèle, est comparable à celui du trimestre précédent, à 42, mais il s'est amélioré comparativement à la même période l'an dernier où il s'établissait à 41, au moment où d'autres enregistraient une baisse.

## Groupe Gestion privée (groupe GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2009	Augmentation (Diminution) c. T1-2008		Augmentation (Diminution) c. T4-2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	178	23	14 %	(6)	(4 %)
Revenu autre que d'intérêts	280	(84)	(23 %)	(30)	(10 %)
Revenu total (bic)	458	(61)	(12 %)	(36)	(7 %)
Dotations à la provision pour pertes sur créances	1	-	-	-	-
Frais autres que d'intérêts	375	3	1 %	(10)	(3 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices	82	(64)	(44 %)	(26)	(24 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	25	(25)	(49 %)	(8)	(24 %)
Revenu net	57	(39)	(40 %)	(18)	(24 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	-	-	-	-
Revenu net avant amortissement	58	(39)	(40 %)	(18)	(24 %)
Rendement des capitaux propres	23,6 %		(12,8 %)		(3,1 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	23,9 %		(12,8 %)		(3,1 %)
Levier d'exploitation	(12,4 %)		n.s.		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	(12,5 %)		n.s.		n.s.
Ratio de productivité (bic)	81,7 %		10,0 %		4,0 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	81,6 %		10,1 %		4,2 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	8,48 %		(0,19 %)		(0,69 %)
Actif productif moyen	8 318	1 192	17 %	305	4 %

### États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu total (bic)	40	(22)	(36 %)	6	19 %
Frais autres que d'intérêts	53	(6)	(10 %)	(7)	(11 %)
Revenu net	(8)	(10)	(+100 %)	7	44 %
Revenu net avant amortissement	(8)	(11)	(+100 %)	7	45 %
Actif productif moyen	2 270	176	8 %	59	3 %

n.s. - non significatif

### Comparaison du premier trimestre de 2009 et du premier trimestre de 2008

Le revenu net a baissé de 39 millions de dollars ou de 40 % pour s'établir à 57 millions de dollars. Au cours du trimestre, le revenu net a diminué à concurrence de la charge de 17 millions de dollars (11 millions après impôts) en rapport avec des mesures prises par la direction au dernier trimestre pour soutenir certains clients aux États-Unis en offrant de racheter leurs titres à enchères.

Le revenu a diminué de 61 millions de dollars, ou de 12 %, diminution qui s'explique en partie par les charges mentionnées plus haut. Le raffermissement du dollar américain a eu un effet favorable sur le revenu, à hauteur de 10 millions de dollars, ou de 1,9 %, par rapport à la même période l'an dernier. Le fléchissement du revenu autre que d'intérêts est principalement attribuable à la baisse des revenus tirés des commissions dans les services de placement traditionnels et à la réduction des revenus des services tarifés liée à la diminution considérable des actifs des clients, dans la conjoncture difficile des marchés des actions. La diminution s'explique également par la baisse des revenus des services fiduciaires et des services d'investissement dans notre secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord. Le revenu net d'intérêts a progressé grâce, principalement, à l'accroissement des soldes des dépôts et des marges des produits de placement à terme, contrebalancé en partie par la compression des marges dans le secteur du courtage. L'augmentation des prêts et des dépôts dans notre secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord a également contribué à la croissance.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 3 millions de dollars, ou de 0,7 %. Le raffermissement du dollar américain s'est traduit par une hausse des frais de 12 millions, ou de 3,1 %, par

rapport à la même période l'an dernier. L'augmentation des frais associés à l'élargissement de l'équipe de vente de l'année dernière et l'incidence des frais de gestion fixes, mis en œuvre au cours du premier trimestre de 2008, ont été en partie contrebalancées par la diminution des frais liés aux revenus et de la rémunération incitative. Le levier d'exploitation avant amortissement du groupe s'établit à -12,5 %.

L'actif sous gestion et sous administration et les dépôts à terme du groupe ont diminué de 12 milliards de dollars, ou de 4,2 %, d'une année à l'autre, pour s'établir à 271 milliards de dollars. Les dépôts à terme ont augmenté de 8 milliards de dollars, ou de 21 %. L'actif sous gestion et sous administration a fléchi de 20 milliards, ou de 8,3 %, d'une année à l'autre, malgré l'économie de 16 milliards, ou de 6,4 %, liée au raffermissement du dollar américain.

### Comparaison du premier trimestre de 2009 et du quatrième trimestre de 2008

Le revenu net a diminué de 18 millions de dollars, ou de 24 %, par rapport au trimestre précédent. Les résultats au trimestre précédent ont subi l'incidence de charges de 31 millions (19 millions après impôts) liées aux mesures prises pour soutenir les clients américains, compte tenu des conditions difficiles sur les marchés financiers. Elles comprenaient des charges liées aux titres de Lehman Brothers Holdings Inc. et à l'évaluation des titres à enchères que nous avons offert d'acheter de clients.

Le revenu a fléchi de 36 millions de dollars, ou de 7,3 %. L'incidence des charges au cours des deux trimestres a fait progresser le revenu de 14 millions de dollars. Le raffermissement du dollar américain a eu un effet favorable sur le revenu, à

hauteur de 5 millions, ou de 1,1 %. La baisse des revenus tirés des commissions dans le secteur du courtage, des services tarifés de nos activités liées aux fonds d'investissement et des services fiduciaires et services d'investissement pour la gestion bancaire privée en Amérique du Nord a eu une incidence négative sur le revenu, ce qui illustre les conséquences néfastes de l'affaiblissement de la conjoncture du marché sur les actifs sous gestion et sous administration du Groupe. Le recul du revenu net d'intérêts du secteur du courtage, qui découle essentiellement de la compression des marges, a également contribué à cette baisse.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 10 millions de dollars, ou de 2,5 %. La diminution des frais liés aux revenus et

## BMO Marchés des capitaux (BMO CM)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2009	Augmentation (Diminution) c. T1-2008		Augmentation (Diminution) c. T4-2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	516	206	67 %	154	43 %
Revenu autre que d'intérêts	211	248	+100 %	(149)	(41 %)
Revenu total (bic)	727	454	+100 %	5	1 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	42	13	47 %	12	39 %
Frais autres que d'intérêts	473	91	24 %	22	5 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	212	350	+100 %	(29)	(12 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	33	142	+100 %	82	+100 %
Revenu net	179	208	+100 %	(111)	(38 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	-	-	-	-	-
Revenu net avant amortissement	179	208	+100 %	(111)	(38 %)
Revenu de produits de négociation	322	336	+100 %	88	38 %
Revenu d'investissements et services aux grandes entreprises et autre revenu	405	118	41 %	(83)	(17 %)
Rendement des capitaux propres	9,9 %		12,7 %		(8,9 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	9,9 %		12,6 %		(8,9 %)
Levier d'exploitation	143,2 %		n.s.		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	143,2 %		n.s.		n.s.
Ratio de productivité (bic)	65,0 %		(75,3 %)		2,6 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	65,0 %		(75,2 %)		2,6 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	1,07 %		0,41 %		0,24 %
Actif productif moyen	191 035	4 716	3 %	17 215	10 %

### États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu	485	192	66 %	151	46 %
Frais autres que d'intérêts	191	(18)	(8 %)	26	17 %
Revenu net	199	144	+100 %	100	100 %
Actif productif moyen	68 889	(5 513)	(7 %)	3 820	6 %

n.s. - non significatif

### Comparaison du premier trimestre de 2009 et du premier trimestre de 2008

Le revenu net s'élève à 179 millions de dollars, en hausse de 208 millions par rapport à la même période l'an dernier. Les résultats du trimestre incluent des charges de 511 millions de dollars (348 millions après impôts), tel que nous le précisons dans la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du premier trimestre. Les résultats d'il y a un an incluaient 488 millions de dollars (324 millions après impôts), tel que nous le précisons dans la section Éléments notables.

Le revenu a crû de 454 millions de dollars, pour s'établir à 727 millions. Le raffermissement du dollar américain a eu un effet favorable sur le revenu, à hauteur de 134 millions par rapport à la même période l'an dernier. Les revenus de négociation et les revenus liés aux services aux grandes entreprises ont fortement augmenté et les secteurs sensibles aux taux d'intérêt ont continué d'enregistrer d'excellents résultats. Ces hausses de revenus ont été partiellement neutralisées par les pertes nettes sur titres

l'incidence de la gestion des coûts ont été partiellement compensées par la hausse des coûts attribuables au raffermissement du dollar américain (6 millions) et à la charge liée à la rémunération à base d'actions attribuée à des employés admissibles à la retraite, lesquels ont été constatés au premier trimestre.

L'actif sous gestion et sous administration et les dépôts à terme du groupe ont diminué de 4 milliards de dollars, ou de 1,4 %, au cours du trimestre. Les dépôts à terme ont progressé de 4 milliards, ou de 8,8 %, tandis que l'actif sous gestion et sous administration a fléchi de 8 milliards de dollars, ou de 3,4 %.

importantes ainsi que par la baisse continue des commissions sur les fusions et acquisitions.

Le revenu de produits de négociation de 322 millions de dollars a considérablement augmenté par rapport à la perte nette de 14 millions pour la même période l'an dernier. Les revenus de négociation sont en nette hausse dans tous les secteurs, les plus importantes progressions étant attribuables aux secteurs sensibles aux taux d'intérêt et à la négociation des titres de participation. Les revenus de négociation tirés de nos activités liées aux opérations de change continuent d'afficher des résultats aussi bons que ceux des derniers trimestres. Ces hausses de revenus ont été partiellement neutralisées par d'importantes pertes nettes sur titres non réalisées liées aux rajustements d'évaluation dans Apex, le papier commercial adossé à des actifs de tiers par suite de la conclusion de l'Accord de Montréal et des moins-values durables dans nos portefeuilles de titres destinés à la vente.

Le revenu du secteur Investissements et services aux grandes entreprises et autre revenu a bondi de 118 millions de dollars, ou

de 41 %, en raison de la hausse considérable du revenu net d'intérêts des services aux grandes entreprises. Nos activités de prêt commencent à voir les incidences positives des mesures en matière de tarification amorcées l'année dernière. Nous avons également enregistré une hausse des revenus de négociation provenant de gains découlant de l'évaluation à la valeur de marché sur des swaps sur défaillance utilisés pour couvrir notre portefeuille de prêts. Les revenus liés aux prises fermes de titres de participation ont été particulièrement solides dans la mesure où nous avons profité de la conjoncture actuelle qui a amené bon nombre de sociétés à consolider leur base de capital. Les fusions et acquisitions se sont maintenues à des niveaux semblables, qui s'expliquent par les conditions difficiles sur les marchés. En outre, des pertes nettes sur titres ont été enregistrées sur certains investissements de banques d'affaires.

Le revenu net d'intérêts a augmenté par rapport à la même période il y a un an, grâce à la hausse des revenus de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt, du revenu net d'intérêts des services aux grandes entreprises et du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation. Ce dernier est constitué des intérêts gagnés sur les actifs de négociation, moins les coûts de mobilisation des fonds relatifs à ces actifs. La marge nette d'intérêts s'est améliorée de 41 points de base par rapport à la même période l'an dernier en raison de marges accrues dans nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt et des prêts aux grandes entreprises.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 91 millions de dollars, ou de 24 %, principalement en raison de la hausse des frais associés au personnel, de la rémunération variable, compte tenu de la croissance du revenu, et des charges de 24 millions

liées à des indemnités de licenciement au cours du trimestre. Le raffermissement du dollar américain a entraîné une hausse des frais de 39 millions, ou de 10 %, par rapport à la même période l'an dernier.

#### Comparaison du premier trimestre de 2009 et du quatrième trimestre de 2008

Le revenu net a diminué de 111 millions de dollars, ou de 38 %. Les résultats du trimestre considéré incluent des charges de 511 millions de dollars (348 millions après impôts), comme le précise la section intitulée Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du premier trimestre. Les résultats du quatrième trimestre incluent des charges de 14 millions de dollars (8 millions après impôts), tel que nous le précisons dans la section Éléments notables. Les résultats du trimestre précédent ont profité du montant de 52 millions de dollars du recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures attribué au groupe et de l'augmentation du revenu exonéré d'impôt de BMO.

Le revenu a progressé de 5 millions de dollars, ou de 0,7 %. Le raffermissement du dollar américain a eu un effet favorable sur le revenu, à hauteur de 68 millions de dollars. Le rendement accru de nos activités sensibles aux taux d'intérêt et l'accroissement des revenus tirés des services aux grandes entreprises et des commissions de prise ferme ont été contrebalancés par des pertes nettes sur titres plus importantes, le recul des revenus de négociation et la diminution du nombre de fusions et d'acquisitions.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 22 millions de dollars, ou de 4,8 %, principalement en raison de la charge liée aux indemnités de licenciement de 24 millions au cours du trimestre considéré. Le raffermissement du dollar américain a donné lieu à une hausse des frais de 20 millions de dollars, ou de 4,4 %.

#### Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2009	Augmentation (Diminution) c. T1-2008		Augmentation (Diminution) c. T4-2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	(428)	(237)	(+100 %)	(268)	(+100 %)
Revenu autre que d'intérêts	112	93	+100 %	(79)	(42 %)
Revenu total (bic)	(316)	(144)	(84 %)	(347)	(+100 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	272	164	+100 %	(61)	(18 %)
Frais autres que d'intérêts	47	44	+100 %	25	+100 %
Charge de restructuration	-	-	-	8	100 %
Total des frais autres que d'intérêts	47	44	+100 %	33	+100 %
Perte avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	635	352	+100 %	319	+100 %
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices (bic)	284	112	66 %	99	54 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	1	6 %	-	-
Perte nette	370	241	+100 %	220	+100 %

États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu	(122)	(56)	(84 %)	(113)	(+100 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	224	105	88 %	15	7 %
Frais autres que d'intérêts	(14)	6	21 %	7	33 %
Charge de restructuration	-	-	-	2	100 %
Total des frais autres que d'intérêts	(14)	6	21 %	9	34 %
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices (bic)	129	59	79 %	58	79 %
Perte nette	208	108	+100 %	80	63 %

## Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, le marketing, les ressources humaines et la formation. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

## Technologie et opérations

Le groupe Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

## Analyse des résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et opérations sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux groupes clients (Services bancaires PE, groupe GP et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de T&O. Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent

en grande partie les résultats des autres unités fonctionnelles susmentionnées.

La perte nette du trimestre s'établit à 370 millions de dollars, dont environ la moitié est attribuable aux dotations à la provision pour pertes sur créances et le reste, à une baisse des revenus. Une perte nette de 129 millions avait été inscrite l'an dernier. Les dotations à la provision pour pertes sur créances plus élevées reflètent l'utilisation par BMO de la méthode de la perte prévue, les pertes sur créances prévues étant imputées aux groupes d'exploitation et l'écart entre les pertes prévues et les pertes réelles étant porté au débit ou au crédit des Services d'entreprise. La baisse des revenus découle de trois facteurs : l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur le marché dont certaines positions de taux d'intérêt dans la gestion de l'actif et du passif ont souffert; des pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché sur les activités de couverture; les mesures de mobilisation de fonds prises pour améliorer notre position en matière de liquidités.

Les frais ont augmenté principalement en raison de la hausse des frais liés aux avantages sociaux, des primes d'assurance de la FDIC résultant de l'amélioration des niveaux de protection et de la hausse des taux de primes, ainsi que de la hausse des impôts sur le capital attribuables en partie à l'accroissement du capital.

La perte nette du quatrième trimestre de 2008 s'établit à 150 millions de dollars. Elle a augmenté de 220 millions par rapport au quatrième trimestre de 2008, essentiellement en raison de la baisse des revenus. Le revenu a diminué de 347 millions de dollars pour les raisons précisées plus haut. Quant aux frais, ils ont augmenté de 33 millions en raison de la hausse des frais liés aux avantages sociaux, des primes d'assurance de la FDIC et d'un recouvrement de la charge de restructuration de 2007 au trimestre précédent. Les résultats du quatrième trimestre incluaient un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de 21 millions de dollars.

## Éléments notables

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2009	T4-2008	T1-2008
Charges liées à la détérioration des marchés financiers	528	45	488
Impôts sur les bénéfices connexes	169	18	164
Incidence nette des charges liées à la détérioration de la conjoncture des marchés financiers a)	359	27	324
Augmentation de la provision générale	-	150	60
Impôts sur les bénéfices connexes	-	52	22
Incidence nette de l'augmentation de la provision générale b)	-	98	38
Incidence nette des éléments notables (a+b)	359	125	362

## Éléments notables

### Premier trimestre de 2009

Les charges liées à la conjoncture des marchés financiers au premier trimestre sont présentées en détail dans la section intitulée Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du premier trimestre.

### Premier trimestre de 2008

Au premier trimestre de 2008, BMO a comptabilisé des charges de 548 millions de dollars (362 millions après impôts et 0,72 \$ par action) pour certaines activités de négociation et des rajustements d'évaluation, ainsi qu'une augmentation de la provision générale

pour pertes sur créances. Ces charges comprenaient 488 millions de dollars (324 millions après impôts) liés à la conjoncture des marchés financiers de BMO Marchés des capitaux et une augmentation de 60 millions de dollars (38 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances, afin de tenir compte de la croissance du portefeuille et du déplacement du risque, inscrite aux Services d'entreprise.

Le revenu autre que d'intérêts au premier trimestre de 2008 a été touché par des charges de 488 millions de dollars, tel que nous l'expliquons plus haut. Il incluait des réductions du revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation (420 millions), des

gains sur titres de placement (23 millions) et d'autres revenus (45 millions).

#### Quatrième trimestre de 2008

Les résultats de BMO pour le quatrième trimestre de 2008 ont été marqués par des charges de 45 millions de dollars (27 millions après impôts et 0,06 \$ par action) liées à la conjoncture des marchés financiers et constatées dans les résultats de BMO Marchés des capitaux et du groupe Gestion privée. Des charges de 14 millions de dollars (8 millions après impôts) ont été imputées à BMO Marchés des capitaux et des charges 31 millions de dollars (19 millions après impôts) ont été imputées au groupe Gestion privée.

Les charges de 45 millions de dollars indiquées ci-dessus et liées à la conjoncture des marchés financiers ont toutes une incidence sur le revenu autre que d'intérêts. Il y a eu des pertes de 228 millions de dollars dans les gains ou pertes sur titres autres que de négociation, une réduction de 30 millions des autres revenus et une augmentation de 213 millions du revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation.

Les résultats comprennent également une augmentation de 150 millions de dollars (98 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances, qui a été imputée aux Services d'entreprise.

### Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2009	T4-2008	T1-2008
Total des frais autres que d'intérêts a)	1 841	1 818	1 614
Amortissement des actifs incorporels relatifs à des acquisitions (note 1)	(10)	(11)	(10)
Frais autres que d'intérêts avant amortissement b) (note 2)	1 831	1 807	1 604
Revenu net	225	560	255
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions, déduction faite des impôts sur les bénéfices	8	10	8
Revenu net avant amortissement (note 2)	233	570	263
Dividendes sur actions privilégiées	(23)	(25)	(15)
Charge au titre du capital (note 2)	(429)	(400)	(375)
Profit économique net (note 2)	(219)	145	(127)
Revenu c)	2 442	2 813	2 026
Croissance du revenu (%) d)	20,5	27,9	(2,0)
Ratio de productivité (%) ((a/c) x 100)	75,4	64,6	79,7
Ratio de productivité avant amortissement (%) ((b/c) x 100) (note 2)	75,0	64,2	79,2
Croissance des frais autres que d'intérêts (%) e)	14,1	9,9	(3,5)
Croissance des frais autres que d'intérêts avant amortissement (%) f) (note 2)	14,1	9,9	(3,5)
Levier d'exploitation (%) (d-e)	6,4	18,0	1,5
Levier d'exploitation avant amortissement (%) (d-f) (note 2)	6,4	18,0	1,5
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	0,39	1,06	0,47
RPA avant amortissement (note 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	0,40	1,08	0,49

Note 1 : L'amortissement d'actifs incorporels non liés à des acquisitions n'entre pas en ligne de compte pour déterminer le revenu net avant amortissement.

Note 2 : Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

#### Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux PCGR et certaines mesures non conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. Le tableau ci-dessus rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR.

Nous indiquons parfois certaines mesures excluant les effets de ces éléments, mais lorsque que nous le faisons, nous indiquons généralement aussi la mesure conforme aux PCGR la plus semblable et donnons des détails sur l'élément de rapprochement. Les montants et les mesures établis sur une telle base sont considérés utiles puisqu'ils sont susceptibles de mieux refléter les résultats d'exploitation courants ou de contribuer à la compréhension du rendement par les lecteurs. Pour aider ceux-ci, nous fournissons également un tableau qui résume les éléments notables ayant eu une incidence sur les résultats des périodes concernées.

Les mesures du revenu net avant amortissement, du ratio de productivité avant amortissement et du levier d'exploitation avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action (RPA) avant amortissement sont aussi fournies parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels relatifs aux acquisitions aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels relatifs aux acquisitions des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité et du levier d'exploitation avant amortissement.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

## État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les périodes de trois mois terminées le

	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008
<b>Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>					
Prêts	2 213 \$	2 554 \$	2 467 \$	2 609 \$	2 984 \$
Valeurs mobilières	828	748	705	805	948
Dépôts à d'autres banques	96	182	203	230	315
	<b>3 137</b>	<b>3 484</b>	<b>3 375</b>	<b>3 644</b>	<b>4 247</b>
<b>Frais d'intérêts</b>					
Dépôts	1 446	1 590	1 612	1 842	2 297
Dette subordonnée	60	61	61	51	49
Titres d'une fiducie de capital et actions privilégiées	21	23	22	23	23
Autres passifs	279	397	394	554	664
	<b>1 806</b>	<b>2 071</b>	<b>2 089</b>	<b>2 470</b>	<b>3 033</b>
<b>Revenu net d'intérêts</b>	<b>1 331</b>	<b>1 413</b>	<b>1 286</b>	<b>1 174</b>	<b>1 214</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	428	465	484	151	230
Revenu net d'intérêts, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>903</b>	<b>948</b>	<b>802</b>	<b>1 023</b>	<b>984</b>
<b>Revenu autre que d'intérêts</b>					
Commissions et droits sur titres	248	270	294	270	271
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	205	203	190	181	182
Revenus (pertes) de négociation	224	435	220	192	(301)
Commissions sur prêts	119	120	116	101	92
Frais de services de cartes	24	58	88	78	67
Frais de gestion de placements et de garde de titres	88	87	86	85	81
Revenus tirés de fonds d'investissement	114	140	151	144	154
Revenus de titrisation	264	167	133	133	80
Commissions de prise ferme et de consultation	77	66	97	98	92
Gains (pertes) sur titres, autres que de négociation	(314)	(252)	(75)	14	(2)
Revenus de change, autres que de négociation	13	(4)	25	30	29
Revenus d'assurance	56	52	56	52	62
Autres	(7)	58	79	68	5
	<b>1 111</b>	<b>1 400</b>	<b>1 460</b>	<b>1 446</b>	<b>812</b>
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	<b>2 014</b>	<b>2 348</b>	<b>2 262</b>	<b>2 469</b>	<b>1 796</b>
<b>Frais autres que d'intérêts</b>					
Rémunération du personnel (note 9)	1 087	1 007	1 044	980	945
Bureaux et matériel (note 2)	327	338	312	300	291
Amortissement des actifs incorporels (note 2)	51	48	45	45	45
Déplacements et expansion des affaires	82	95	87	74	72
Communications	51	57	50	53	42
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	15	11	20	(1)	12
Honoraires	92	113	102	90	79
Autres	136	157	122	139	128
	<b>1 841</b>	<b>1 826</b>	<b>1 782</b>	<b>1 680</b>	<b>1 614</b>
Charge de restructuration (reprise) (note 10)	-	(8)	-	-	-
<b>Revenu avant provision pour (recouvrement des) impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales</b>	<b>173</b>	<b>530</b>	<b>480</b>	<b>789</b>	<b>182</b>
Impôts sur les bénéfices	(71)	(49)	(59)	128	(91)
	<b>244</b>	<b>579</b>	<b>539</b>	<b>661</b>	<b>273</b>
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	19	18	19	18
<b>Revenu net</b>	<b>225 \$</b>	<b>560 \$</b>	<b>521 \$</b>	<b>642 \$</b>	<b>255 \$</b>
Dividendes sur actions privilégiées	23 \$	25 \$	19 \$	14 \$	15 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	202 \$	535 \$	502 \$	628 \$	240 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	520 020	503 004	504 124	502 054	499 067
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	523 808	506 591	508 032	506 638	505 572
<b>Résultat par action</b> (en dollars canadiens)					
De base	0,39 \$	1,06 \$	1,00 \$	1,25 \$	0,48 \$
Dilué	0,39	1,06	0,98	1,25	0,47
<b>Dividendes déclarés par action ordinaire</b>	<b>0,70</b>	<b>0,70</b>	<b>0,70</b>	<b>0,70</b>	<b>0,70</b>

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008
<b>Actif</b>					
<b>Encaisse</b>	<b>26 390 \$</b>	21 105 \$	22 054 \$	22 237 \$	26 122 \$
<b>Valeurs mobilières</b>					
Titres de négociation	61 752	66 032	63 628	64 443	63 377
Titres disponibles à la vente	35 189	32 115	23 426	22 453	24 341
Titres divers	1 517	1 991	1 821	1 774	1 747
	<b>98 458</b>	100 138	88 875	88 670	89 465
<b>Titres pris en pension ou empruntés</b>	<b>32 283</b>	28 033	32 433	33 596	42 937
<b>Prêts</b>					
Prêts hypothécaires à l'habitation	50 107	49 343	51 757	52 583	53 224
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	44 355	43 737	40 292	37 954	34 517
Prêts sur cartes de crédit	2 105	2 120	3 532	4 338	4 685
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	84 557	84 151	71 961	67 942	66 205
	<b>181 124</b>	179 351	167 542	162 817	158 631
Engagements de clients aux termes d'acceptations	10 716	9 358	9 834	10 345	11 590
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 741)	(1 747)	(1 494)	(1 336)	(1 227)
	<b>190 099</b>	186 962	175 882	171 826	168 994
<b>Autres actifs</b>					
Instruments dérivés	81 985	65 586	43 167	44 557	36 857
Bureaux et matériel (note 2)	1 709	1 721	1 582	1 570	1 521
Écarts d'acquisition	1 706	1 635	1 449	1 398	1 189
Actifs incorporels (note 2)	676	710	658	662	608
Actifs divers	9 868	10 160	8 947	10 642	9 132
	<b>95 944</b>	79 812	55 803	58 829	49 307
<b>Total de l'actif</b>	<b>443 174 \$</b>	416 050 \$	375 047 \$	375 158 \$	376 825 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>					
<b>Dépôts</b>					
Banques	31 422 \$	30 346 \$	29 988 \$	30 938 \$	34 991 \$
Entreprises et administrations publiques	133 388	136 111	131 748	122 707	125 312
Particuliers	99 770	91 213	86 921	84 935	82 608
	<b>264 580</b>	257 670	248 657	238 580	242 911
<b>Autres passifs</b>					
Instruments dérivés	77 764	60 048	36 786	40 347	32 776
Acceptations	10 716	9 358	9 834	10 345	11 590
Titres vendus à découvert	16 327	18 792	17 415	20 053	28 393
Titres mis en pension ou prêtés	36 012	32 492	28 148	29 894	28 331
Passifs divers	12 969	14 071	11 650	13 940	12 478
	<b>153 788</b>	134 761	103 833	114 579	113 568
<b>Dette subordonnée (note 11)</b>	<b>4 389</b>	4 315	4 204	4 199	3 446
<b>Titres d'une fiducie de capital</b>	<b>1 150</b>	1 150	1 150	1 150	1 150
<b>Actions privilégiées (note 12)</b>	<b>-</b>	250	250	250	250
<b>Capitaux propres</b>					
Capital-actions (note 12)	7 676	6 454	6 458	6 114	5 648
Surplus d'apport	76	69	68	67	65
Bénéfices non répartis	11 434	11 632	11 471	11 327	11 056
Cumul des autres éléments du résultat étendu (perte)	81	(251)	(1 044)	(1 108)	(1 269)
	<b>19 267</b>	17 904	16 953	16 400	15 500
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>443 174 \$</b>	416 050 \$	375 047 \$	375 158 \$	376 825 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

# État consolidé du résultat étendu

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois terminées le

	31 janvier 2009	31 janvier 2008
Revenu net	225 \$	255 \$
Autres éléments du résultat étendu		
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	66	(2)
Variation nette des gains non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	192	64
Gain net provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	74	202
<b>Total du résultat étendu</b>	<b>557 \$</b>	<b>519 \$</b>

# État consolidé de la variation des capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois terminées le

	31 janvier 2009	31 janvier 2008
<b>Actions privilégiées</b>		
Solde au début de la période	1 746 \$	1 196 \$
Actions émises au cours de la période (note 12)	150	-
Solde à la fin de la période	1 896	1 196
<b>Actions ordinaires</b>		
Solde au début de la période	4 773	4 411
Actions émises au cours de la période (note 12)	1 000	-
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	35	28
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	10	13
Solde à la fin de la période	5 818	4 452
<b>Actions autodétenues</b> (note 12)	<b>(38)</b>	-
<b>Surplus d'apport</b>		
Solde au début de la période	69	58
Frais liés aux options sur actions/options exercées	5	7
Prime sur les actions autodétenues	2	-
Solde à la fin de la période	76	65
<b>Bénéfices non répartis</b>		
Solde au début de la période	11 632	11 166
Revenu net	225	255
Dividendes - Actions privilégiées	(23)	(15)
- Actions ordinaires	(378)	(350)
Frais d'émission d'actions	(22)	-
Solde à la fin de la période	11 434	11 056
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu - Gain (perte) provenant des titres disponibles à la vente</b>		
Solde au début de la période	(74)	35
Pertes non réalisées sur les titres disponibles à la vente survenues au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 20 \$ et 12 \$)	(44)	(25)
Reclassement des pertes dans le revenu net au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 52 \$ et 10 \$)	110	23
Solde à la fin de la période	(8)	33
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu - Gain (perte) provenant des couvertures de flux de trésorerie</b>		
Solde au début de la période	258	(166)
Gains sur couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 78 \$ et 15 \$)	193	27
Reclassement des (gains) pertes sur couvertures de flux de trésorerie dans le revenu net (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de moins de 1 \$ et de 17 \$)	(1)	37
Solde à la fin de la période	450	(102)
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu - Perte provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger</b>		
Solde au début de la période	(435)	(1 402)
Gain non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	228	592
Incidence de la couverture du gain non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 66 \$ et 185 \$)	(154)	(390)
Solde à la fin de la période	(361)	(1 200)
Cumul total des autres éléments du résultat étendu (perte)	81	(1 269)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>19 267 \$</b>	<b>15 500 \$</b>

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

## État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois terminées le

	31 janvier 2009	31 janvier 2008
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Revenu net	225 \$	255 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation		
Dévaluation de titres, autres que de négociation	241	39
Perte (gain) net sur titres, autres que de négociation	73	(37)
Diminution nette des titres de négociation	4 880	9 198
Dotation à la provision pour pertes sur créances	428	230
(Gain) à la vente de prêts titrisés (note 4)	(182)	(59)
Variation des instruments dérivés – (Augmentation) des actifs dérivés	(16 068)	(3 442)
– Augmentation (diminution) des passifs dérivés	17 178	(1 881)
Amortissement des bureaux et du matériel	65	61
Amortissement des actifs incorporels	51	45
(Augmentation) diminution nette des impôts futurs sur les bénéfices	(130)	15
(Augmentation) nette des impôts exigibles sur les bénéfices	(21)	(461)
Variation des intérêts courus – Diminution des intérêts à recevoir	209	243
– (Diminution) des intérêts à payer	(137)	(55)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(514)	(973)
Montant net des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	6 298	3 178
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Augmentation nette des dépôts	4 919	4 208
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(2 588)	3 087
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	3 382	(3 902)
Augmentation nette du passif des filiales	–	1 665
Remboursement de la dette subordonnée (note 11)	(140)	–
Rachat d'actions privilégiées classées dans le passif (note 12)	(250)	–
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 12)	150	–
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 12)	1 010	13
Frais d'émission d'actions	(22)	–
Dividendes en espèces versés	(366)	(337)
Montant net des flux de trésorerie provenant des activités de financement	6 095	4 734
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	2 523	(2 746)
Achats de titres, autres que de négociation	(11 860)	(6 826)
Échéances de titres, autres que de négociation	4 030	5 466
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	5 711	3 972
(Augmentation) nette des prêts	(5 498)	(3 957)
Produit de la titrisation de prêts (note 4)	4 637	545
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(4 079)	(4 909)
Bureaux et matériel – achats nets	(41)	(33)
Logiciels achetés et conçus – achats nets	(46)	(27)
Acquisitions (note 8)	(6)	(40)
Montant net des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(4 629)	(8 555)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	53	90
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	7 817	(553)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	9 134	3 650
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>16 951 \$</b>	<b>3 097 \$</b>
<b>Composition :</b>		
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	15 537 \$	1 216 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 414	1 881
	16 951 \$	3 097 \$
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie</b>		
Intérêts versés au cours de la période	1 937 \$	3 046 \$
Impôts sur les bénéfices payés au cours de la période	140 \$	364 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

Le 31 janvier 2009 (non vérifié)

## Note 1 : Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus en tenant compte des notes afférentes à nos états financiers annuels de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, telles qu'elles figurent aux pages 108 à 151 de notre Rapport annuel 2008. Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont

été dressés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les mêmes conventions comptables et méthodes de calcul que celles utilisées pour nos états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, sous réserve de ce qui est présenté à la note 2.

## Note 2 : Modification d'une convention comptable

Le 1<sup>er</sup> novembre 2008, nous avons adopté les nouvelles exigences de l'Institut Canadien des Comptables Agréés portant sur la comptabilisation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels. Nous avons retraité les chiffres des états financiers des périodes antérieures afin de refléter cette modification. Ces nouvelles

règles exigent que nous reclassions certains logiciels du poste Bureaux et matériel dans le poste Actifs incorporels. Le tableau suivant présente l'incidence sur les chiffres de la période à l'étude et des périodes antérieures de cette modification de la convention comptable :

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008
<b>Bilan consolidé</b>					
(Diminution) des bureaux et du matériel	(515)\$	(506)\$	(469)\$	(454)\$	(456)\$
Augmentation des actifs incorporels	515	506	469	454	456
<b>État consolidé des résultats</b>					
(Diminution) des bureaux et du matériel	(41)\$	(37)\$	(34)\$	(35)\$	(35)\$
Augmentation de l'amortissement des actifs incorporels	41	37	34	35	35

Le tableau suivant présente les chiffres retraités de la période à l'étude et des périodes antérieures pour les logiciels comptabilisés dans les actifs incorporels :

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008
<b>Actifs incorporels</b>					
Logiciels achetés 1)	1 009 \$	1 003 \$	980 \$	974 \$	971 \$
Logiciels conçus 1) 2)	743	696	614	567	536
<b>Actifs incorporels - Logiciels</b>	<b>1 752</b>	<b>1 699</b>	<b>1 594</b>	<b>1 541</b>	<b>1 507</b>
<b>Amortissement cumulé</b>	<b>(1 237)</b>	<b>(1 193)</b>	<b>(1 125)</b>	<b>(1 087)</b>	<b>(1 051)</b>
<b>Valeur comptable</b>	<b>515 \$</b>	<b>506 \$</b>	<b>469 \$</b>	<b>454 \$</b>	<b>456 \$</b>

1) Amortissement linéaire sur la durée de vie utile d'un maximum de 5 ans.

2) Ces chiffres incluent 58 millions de dollars au 31 janvier 2009, 55 millions au 31 octobre 2008, 57 millions au 31 juillet 2008, 51 millions au 30 avril 2008 et 61 millions au 31 janvier 2008 à l'égard des logiciels en développement qui ne sont pas amortissables.

### Note 3 : Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de

crédit est comptabilisée dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé. Au 31 janvier 2009 et au 31 janvier 2008, il n'y avait pas de provision pour pertes sur créances liée aux autres instruments de crédit comptabilisée dans les passifs divers.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois terminées le	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 janvier 2009	31 janvier 2008	31 janvier 2009	31 janvier 2008	31 janvier 2009	31 janvier 2008	31 janvier 2009	31 janvier 2008	31 janvier 2009	31 janvier 2008
Provision spécifique au début de la période	13 \$	14 \$	2 \$	1 \$	411 \$	142 \$	- \$	- \$	426 \$	157 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	3	1	129	68	296	101	-	-	428	170
Recouvrements	-	-	28	19	8	3	-	-	36	22
Radiations	-	-	(158)	(87)	(333)	(15)	-	-	(491)	(102)
Écarts de change et autres	-	-	-	-	8	3	-	-	8	3
Provision spécifique à la fin de la période	16	15	1	1	390	234	-	-	407	250
Provision générale au début de la période	8	11	242	327	1 030	517	41	43	1 321	898
Dotation à la provision pour pertes sur créances	13	(3)	16	30	(28)	36	(1)	(3)	-	60
Écarts de change et autres	-	-	-	-	13	19	-	-	13	19
Provision générale à la fin de la période	21	8	258	357	1 015	572	40	40	1 334	977
Provision totale	37 \$	23 \$	259 \$	358 \$	1 405 \$	806 \$	40 \$	40 \$	1 741 \$	1 227 \$

### Note 4 : Titrisation

Les tableaux suivants résument nos activités de titrisation relatives à nos actifs et leur incidence sur notre état consolidé des résultats, pour les périodes de trois mois terminées le 31 janvier 2009 et 2008 :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois terminées le	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	31 janvier 2009	31 janvier 2008	31 janvier 2009	31 janvier 2008	31 janvier 2009	31 janvier 2008
Produit net en espèces 1)	4 617 \$	548 \$	- \$	- \$	4 617 \$	548 \$
Investissement dans des entités de titrisation 2)	-	-	-	-	-	-
Prix d'achat différé	89	24	-	-	89	24
Passif de gestion	(20)	(4)	-	-	(20)	(4)
	4 686	568	-	-	4 686	568
Prêts vendus	4 660	563	-	-	4 660	563
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	26 \$	5 \$	- \$	- \$	26 \$	5 \$
Gain à la vente de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	40 \$	15 \$	116 \$	39 \$	156 \$	54 \$

1) Le produit net en espèces représente le produit en espèces, déduction faite des frais d'émission.

2) Inclut les prêts sur cartes de crédit titrisés conservés par la Banque et inscrits à son bilan.

Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation sont les suivantes :

Pour les périodes de trois mois terminées le	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit 1)	
	31 janvier 2009	31 janvier 2008	31 janvier 2009	31 janvier 2008
Durée de vie moyenne pondérée (années)	3,08	4,43	-	-
Taux de remboursement anticipé (%)	16,56	10,00	-	-
Taux d'intérêt (%)	4,07	5,21	-	-
Pertes prévues sur créances 2)	-	-	-	-
Taux d'actualisation (%)	2,48	4,77	-	-

1) Il n'y a pas eu d'opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours des périodes de trois mois terminées le 31 janvier 2009 et 2008.

2) Comme les prêts hypothécaires à l'habitation sont entièrement garantis, il n'y a pas de pertes prévues sur créances.

## **Note 5 : Entités à détenteurs de droits variables**

### **Entités de titrisation canadiennes des clients**

Les entités de titrisation canadiennes des clients (aussi appelées conduits multicédants soutenus par des banques) aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution.

Les actifs détenus par nos entités de titrisation canadiennes des clients non consolidées totalisaient 9 385 millions de dollars au 31 janvier 2009 (11 106 millions au 31 octobre 2008). Notre risque de perte est lié à nos investissements dans le papier commercial émis par ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien de trésorerie que nous leur fournissons sous forme de concours de trésorerie. Au 31 janvier 2009, le montant de notre exposition au risque lié au papier commercial que nous détenions, classé dans les titres de négociation, s'élevait à 1 098 millions (2 139 millions au 31 octobre 2008). Le montant des concours de trésorerie inutilisés s'élevait à 9 580 millions au 31 janvier 2009 (11 040 millions au 31 octobre 2008). Aucune somme n'était utilisée dans le cadre des facilités au 31 janvier 2009 et au 31 octobre 2008. La juste valeur des instruments dérivés que nous avons conclus avec ces entités à détenteurs de droits variables (EDDV) était comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 79 millions au 31 janvier 2009 (un actif dérivé de 55 millions au 31 octobre 2008).

Au 31 janvier 2009, notre bilan consolidé comportait des actifs de 248 millions de dollars classés dans les autres actifs (265 millions au 31 octobre 2008) relatifs à deux EDDV que nous avons consolidées étant donné que nous absorbons la majorité des pertes prévues.

### **Entité de titrisation américaine des clients**

Les actifs détenus par notre entité de titrisation américaine des clients non consolidée totalisaient 7 642 millions de dollars (6 231 millions de dollars américains) au 31 janvier 2009 (7 993 millions ou 6 636 millions de dollars américains au 31 octobre 2008). Notre risque de perte relativement à notre entité de titrisation américaine des clients est lié au soutien de trésorerie que nous lui fournissons sous forme de concours de trésorerie. Au 31 janvier 2009, le montant de notre exposition au risque lié aux concours de trésorerie inutilisés s'élevait à 9 153 millions (7 463 millions de dollars américains) (10 015 millions ou 8 315 millions de dollars américains au 31 octobre 2008). Au 31 janvier 2009, la Banque avait fourni un financement de 851 millions de dollars américains conformément aux modalités de ces concours de trésorerie (851 millions de dollars américains au 31 octobre 2008). La juste valeur des instruments dérivés que nous avons conclus avec cette entité était comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un passif dérivé de 11 millions (9 millions de dollars américains) au 31 janvier 2009 (un actif dérivé de 1 million ou 1 million de dollars américains au 31 octobre 2008). Nous ne sommes pas tenus de consolider notre entité de titrisation américaine des clients.

### **Entités de titrisation de la Banque**

Nous utilisons des entités de titrisation de la Banque pour titriser nos prêts hypothécaires canadiens et nos prêts sur cartes de crédit canadiens afin d'obtenir des sources de financement de substitution. Les actifs détenus par ces entités totalisaient 9 719 millions de dollars au 31 janvier 2009 (9 719 millions au 31 octobre 2008), tous ces actifs étant situés au Canada. Nous ne

sommes pas tenus de consolider nos entités de titrisation de la Banque. Nous fournissons également un soutien de trésorerie à nos entités de titrisation de prêts hypothécaires de la Banque correspondant à la valeur nominale du papier commercial en cours.

Le montant contractuel global du soutien de trésorerie s'élevait à 5 100 millions de dollars au 31 janvier 2009 et 31 octobre 2008. Aucune somme n'était utilisée au 31 janvier 2009 et au 31 octobre 2008. Au 31 janvier 2009, nous détenions du papier commercial émis par ces entités pour un montant de 84 millions de dollars (509 millions au 31 octobre 2008), lequel était classé comme titres de négociation.

La juste valeur des instruments dérivés que nous avons conclus avec ces entités était comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 156 millions de dollars au 31 janvier 2009 (un actif dérivé de 121 millions au 31 octobre 2008).

### **Entité de protection de crédit**

Nous soutenons Apex Trust (Apex), une EDDV qui fournit aux détenteurs d'investissements dans des portefeuilles de créances d'entreprises une protection de crédit au moyen de swaps sur défaillance. Les actifs détenus par Apex s'élevaient à 3 219 millions de dollars au 31 janvier 2009 (2 794 millions au 31 octobre 2008). Une facilité de financement de premier rang pour un montant de 1 130 millions, dont nous fournissons 1 030 millions, est à la disposition de Apex. Au 31 janvier 2009, une somme de 941 millions était utilisée dans le cadre de notre facilité (553 millions au 31 octobre 2008). Nous avons également autorisé une facilité de crédit de premier rang remboursable à vue de 1 milliard pour Apex. Aucun montant n'a été utilisé dans le cadre de cette facilité. Nous avons également conclu des contrats de swaps sur défaillance avec les contreparties des swaps et des swaps de compensation avec Apex.

Nous détenons des billets à moyen terme de Apex ayant une valeur nominale de 815 millions de dollars, lesquels sont classés dans les titres disponibles à la vente. Au 31 janvier 2009, nous avons comptabilisé ces billets à une juste valeur de 448 millions (625 millions au 31 octobre 2008). Une tierce partie est exposée au risque lié aux billets à moyen terme de Apex en raison d'un swap sur rendement total, pour un montant de 600 millions, conclu avec nous. Le swap sur rendement total et les billets à moyen terme sous-jacents sont classés dans les instruments de négociation. Nous ne sommes pas tenus de consolider Apex.

### **Entités de gestion de placements structurés**

Les entités de gestion de placements structurés offrent des possibilités d'investissement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. Nous détenons des droits dans deux entités de gestion de placements structurés et nous agissons à titre de gestionnaire d'actifs. Les actifs qui sont détenus par ces entités totalisaient 7 847 millions de dollars, dont une somme en espèces de 2 millions, au 31 janvier 2009 (actifs totaux de 9 291 millions, dont aucune somme en espèces, au 31 octobre 2008).

Notre risque de perte est lié à nos investissements dans ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et à un financement de premier rang que nous leur fournissons sous forme d'une facilité de trésorerie afin de financer le remboursement de billets de premier rang. Notre investissement dans les billets de capital des entités de gestion de

placements structurés, qui est comptabilisé dans les titres disponibles à la vente inscrits à notre bilan consolidé, était nul au 31 janvier 2009 et au 31 octobre 2008. Les sommes utilisées dans le cadre des facilités de trésorerie fournies aux entités de gestion de placements structurés totalisaient 6 752 millions de dollars au 31 janvier 2009 (5 208 millions au 31 octobre 2008). Le montant de notre exposition au risque comprenait des facilités inutilisées de

3 012 millions au 31 janvier 2009 (5 063 millions au 31 octobre 2008). La juste valeur des contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec ces entités de gestion de placements structurés a été comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 61 millions au 31 janvier 2009 (un actif dérivé de 57 millions au 31 octobre 2008). Nous ne sommes pas tenus de consolider ces EDDV.

## Note 6 : Instruments financiers

### Modification d'une convention comptable

Le 1<sup>er</sup> août 2008, nous avons choisi de transférer certains titres classés comme titres de négociation dans la catégorie des titres disponibles à la vente. Il s'agit de titres pour lesquels, en raison

(en millions de dollars canadiens)

Juste valeur des titres au 1 <sup>er</sup> août 2008	2 078 \$
(Ventes) achats nets	(52)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu	(183)
Moins-value durable comptabilisée dans le revenu	(29)
Incidence du taux de change	141
Juste valeur des titres au 31 octobre 2008	1 955
(Ventes/échéances) achats nets	(222)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu	31
Moins-value durable comptabilisée dans le revenu	(50)
Incidence du taux de change	23
Juste valeur des titres au 31 janvier 2009	1 737 \$

des circonstances actuelles du marché, nous avons changé notre intention de nous en défaire ou de les négocier à court terme, et avons plutôt décidé de les conserver pour un avenir prévisible. Le tableau qui suit présente l'évolution des titres transférés :

### Évaluation de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégories les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation pour mesurer la juste valeur. La mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours du marché (niveau 1), des modèles

(en millions de dollars canadiens)

internes fondés sur des données du marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données du marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés au 31 janvier 2009 était la suivante :

	Titres disponibles à la vente		Titres de négociation		Passifs inscrits à la juste valeur		Instruments dérivés			
							Actif		Passif	
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2009	31 octobre 2008
Évaluation selon des cours du marché	16 916 \$	9 044 \$	59 840 \$	64 129 \$	16 327 \$	18 792 \$	4 930 \$	6 170 \$	2 201 \$	2 096 \$
Évaluation selon des modèles internes (avec données observables)	16 086	20 873	1 392	1 441	1 096	1 070	75 627	57 601	75 124	57 568
Évaluation selon les modèles internes (sans données observables)	2 187	2 198	520	462	-	-	1 428	1 815	439	384
<b>Total</b>	<b>35 189 \$</b>	<b>32 115 \$</b>	<b>61 752 \$</b>	<b>66 032 \$</b>	<b>17 423 \$</b>	<b>19 862 \$</b>	<b>81 985 \$</b>	<b>65 586 \$</b>	<b>77 764 \$</b>	<b>60 048 \$</b>

L'analyse de sensibilité pour les éléments les plus importants évalués selon les modèles internes sans données observables est décrite ci-dessous.

Les titres disponibles à la vente comprenaient, au 31 janvier 2009, 448 millions de dollars de billets à moyen terme de Apex, dont la valeur nominale s'élevait à 815 millions (voir la note 5). L'évaluation de ces billets à moyen terme a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation de ces billets. Les variations des écarts de taux de crédit et les notations des swaps sur défaillance sous-jacents influent sur cette détermination. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de (11) millions de dollars et de 10 millions, respectivement. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, l'incidence des variations de la juste valeur de notre

investissement dans les billets à moyen terme de Apex sur le revenu net a été une charge de 177 millions avant impôts.

Une tierce partie est exposée au risque lié aux billets à moyen terme de Apex en raison d'un swap sur rendement total conclu avec nous. L'évaluation de ce swap et des billets à moyen terme sous-jacents a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation du swap et des titres sous-jacents. Les variations des écarts de taux de crédit et les notations des swaps de défaillance sous-jacents influent sur cette détermination. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de (2) millions de dollars et de 3 millions, respectivement. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, l'incidence des variations de la juste valeur du swap et des billets à moyen terme sous-jacents sur le revenu net a été une charge de 71 millions avant impôts.

Au cours du trimestre, nous avons échangé notre papier commercial adossé à des actifs (PCAA) assujetti à l'Accord de Montréal contre de nouveaux billets à long terme émis par les véhicules restructurés. Au moment de l'échange des billets, nous avons comptabilisé une perte de 14 millions de dollars dans le revenu net qui était inscrite antérieurement dans les autres éléments du résultat étendu du trimestre terminé le 31 octobre 2008 au titre du PCAA et avons inscrit une baisse supplémentaire de la juste valeur de 35 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009. Les nouveaux billets sont comptabilisés comme des titres de négociation à leur juste valeur de 145 millions (valeur nominale de 323 millions). L'évaluation de ces billets a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation des billets. Les variations des écarts de taux de crédit et les notations des billets influent sur cette détermination. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de (5) millions et de 5 millions, respectivement.

Les actifs dérivés et les passifs dérivés comprenaient, au 31 janvier 2009, les sommes de 828 millions et de 103 millions de dollars, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur de marché de swaps sur défaillance et de swaps sur rendement total à

#### **Note 7 : Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous :

##### **Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires**

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement d'effectuer des paiements à des tiers pour le compte d'une autre partie, si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 15 612 millions de dollars au 31 janvier 2009 (15 270 millions au 31 octobre 2008). Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts.

Au 31 janvier 2009 et au 31 octobre 2008, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires.

##### **Concours et autres facilités de trésorerie**

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de PCAA, qui sont administrés par nous ou par des tiers, et constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du PCAA ou lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

Le montant maximal à payer en vertu de ces concours et autres facilités de trésorerie totalisait 27 900 millions de dollars au

l'égard de produits structurés. L'évaluation de ces instruments dérivés a été déterminée par la direction en fonction d'estimations quant aux écarts actuels du marché pour des produits structurés similaires. L'incidence de l'hypothèse que l'écart augmente ou diminue de 10 points de base serait une variation de la juste valeur de (3) millions et de 3 millions, respectivement. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, l'incidence des variations de la juste valeur de ces instruments dérivés sur le revenu net a été un produit de 6 millions avant impôts.

##### **Passifs financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction**

Au 31 janvier 2009, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle des billets structurés comptabilisés comme étant détenus à des fins de transaction étaient respectivement de 1 095 millions et 1 162 millions de dollars (1 070 millions et 1 197 millions respectivement au 31 octobre 2008). La variation de la juste valeur de ces billets structurés a donné lieu à une diminution du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de négociation, de 15 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009. La partie de la variation de la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit a été un gain non réalisé de 22 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009 et de 137 millions pour la période allant de la date de désignation à titre d'instruments détenus à des fins de transaction jusqu'au 31 janvier 2009.

31 janvier 2009 (32 806 millions au 31 octobre 2008). Au 31 janvier 2009, 1 216 millions étaient utilisés (1 143 millions au 31 octobre 2008) conformément aux modalités de ces concours de trésorerie, dont 1 044 millions (851 millions de dollars américains) (1 025 millions ou 851 millions de dollars américains au 31 octobre 2008) avaient trait aux EDDV dont traite la note 5.

##### **Facilités de rehaussement de crédit**

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des facilités de rehaussement partiel de crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de PCAA qui sont administrés par nous ou par des tiers. Au 31 janvier 2009, des facilités de rehaussement de crédit de 6 061 millions de dollars (6 243 millions au 31 octobre 2008) étaient incluses dans les concours de trésorerie. Ces facilités comprennent les montants qui ont trait à notre entité de titrisation américaine des clients dont il est question à la note 5.

##### **Facilités de financement de premier rang**

Nous fournissons également un soutien sous forme de financement de premier rang à nos entités de gestion de placements structurés et à notre entité de protection de crédit. La majorité de ces facilités soutiennent le remboursement de billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés. Au 31 janvier 2009, 7 693 millions de dollars étaient utilisés (5 761 millions au 31 octobre 2008) conformément aux modalités des facilités de financement relatives aux EDDV dont traite la note 5.

En plus de notre investissement dans des billets assujettis à l'Accord de Montréal, nous avons fourni une facilité de prêt de premier rang de 300 millions de dollars. Aucun montant n'avait été utilisé dans le cadre de cette facilité au 31 janvier 2009.

## Note 8 : Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le prix payé pour une entreprise doit être attribué aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge, selon leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent est alors comptabilisé comme un écart d'acquisition. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont intégrés à nos états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition.

### Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc.

Le 1<sup>er</sup> mai 2008, nous avons conclu l'acquisition de Griffin, Kubik, Stephens & Thompson Inc. (GKST), une société de Chicago, pour une somme de 31 millions de dollars en espèces, sous réserve d'un ajustement postérieur à la conclusion de la transaction, établi en fonction des capitaux propres. L'acquisition de GKST nous permettra d'accroître considérablement notre présence dans le marché des obligations municipales aux États-Unis. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. GKST fait partie de notre groupe d'exploitation BMO Marchés des capitaux.

### Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc.

Le 29 février 2008, nous avons conclu l'acquisition de Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc. (Merchants and Manufacturers), une société du Wisconsin, pour une somme totale de 135 millions de dollars en espèces. L'acquisition de Merchants and Manufacturers nous donne la possibilité d'étendre notre réseau de services bancaires au Wisconsin. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fait l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Merchants and Manufacturers fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises États-Unis.

### Ozaukee Bank

Le 29 février 2008, nous avons conclu l'acquisition de Ozaukee Bank (Ozaukee), banque locale du Wisconsin, en contrepartie de 3 283 190 actions de la Banque de Montréal d'une valeur de marché de 54,97 \$ l'action, soit une somme totale de 180 millions de dollars. L'acquisition de Ozaukee nous donne la possibilité d'étendre notre réseau de services bancaires au Wisconsin. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fait l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Ozaukee fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

### Pyrford International plc

Le 14 décembre 2007, nous avons conclu l'acquisition de Pyrford International plc (Pyrford), un gestionnaire d'actifs de Londres, (Royaume-Uni), pour une somme totale de 41 millions de dollars en espèces et une contrepartie conditionnelle de 6 millions, versée au cours du trimestre, en fonction de notre rétention des actifs sous gestion, un an après la date de conclusion. L'acquisition de Pyrford nous donne la possibilité d'étendre nos capacités en matière de gestion d'investissements à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des relations d'affaires qui constituent un actif incorporel, lequel est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période ne dépassant pas 15 ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Pyrford fait partie de notre groupe d'exploitation Gestion privée.

### Acquisition future

Le 13 janvier 2009, nous avons annoncé que nous avons conclu une entente définitive en vue de l'acquisition de la Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada (AIG Vie du Canada). Cette acquisition permettra à nos clients d'accéder à une plus vaste gamme de solutions de placement, de planification financière et d'assurance. L'acquisition de AIG Vie du Canada est assujettie à l'approbation des organismes de réglementation et elle devrait être menée à bien d'ici le 1<sup>er</sup> juin 2009.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier  
2009

	GKST	Merchants and Manufacturers	Ozaukee	Pyrford
Encaisse	– \$	47 \$	54 \$	1 \$
Valeurs mobilières	63	133	115	–
Prêts	–	1 013	517	–
Bureaux et matériel	1	34	14	1
Écarts d'acquisition	8	100	120	26
Actif incorporel (dépôts de base/rerelations d'affaires)	–	39	24	17
Actifs divers	24	16	11	4
<b>Total de l'actif</b>	<b>96</b>	<b>1 382</b>	<b>855</b>	<b>49</b>
Dépôts	–	1 029	584	–
Passifs divers	65	218	91	2
<b>Total du passif</b>	<b>65</b>	<b>1 247</b>	<b>675</b>	<b>2</b>
Prix d'achat	31 \$	135 \$	180 \$	47 \$

La répartition du prix d'achat de GKST, Merchants and Manufacturers et Ozaukee est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

## Note 9 : Rémunération du personnel

### Options sur actions

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons attribué un total de 2 216 504 options sur actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options attribuées au cours du

trimestre terminé le 31 janvier 2009 était de 5,57 \$ l'option. Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date d'attribution :

Pour les options accordées au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2009

Rendement prévu des actions	5,9 %
Volatilité prévue du cours des actions	23,8 %
Taux de rendement sans risque	2,6 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimatives sensiblement différentes.

### Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	31 janvier 2009	31 janvier 2008	31 janvier 2009	31 janvier 2008
Pour les périodes de trois mois terminées le				
Prestations constituées des employés	30 \$	34 \$	4 \$	5 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	66	58	12	13
Perte actuarielle constatée dans la charge	19	4	-	3
Amortissement du coût des modifications aux régimes	3	2	(2)	(1)
Rendement prévu des actifs des régimes	(61)	(72)	(2)	(1)
Charge liée aux prestations constituées	57	26	12	19
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime des rentes du Québec	14	14	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	2	3	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	73 \$	43 \$	12 \$	19 \$

## Note 10 : Charge de restructuration

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre charge de restructuration pour 2007 :

(en millions de dollars canadiens)

	Charges liées aux indemnités de licenciement
Solde d'ouverture au 1 <sup>er</sup> novembre 2007	96 \$
Somme payée au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008	(45)
Reprise au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008	(8)
Solde au 31 octobre 2008	43
Somme payée au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009	(13)
Solde au 31 janvier 2009	30 \$

## Note 11 : Dette subordonnée

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nos débentures série 12 portant intérêt au taux de 10,85 %, d'une valeur de 140 millions de dollars, sont arrivées à échéance.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons émis pour 450 millions de dollars de billets de BMO de catégorie 1 – série A échéant le 31 décembre 2107, par l'intermédiaire de la Fiducie de capital BMO II. Cette fiducie est une entité à détenteurs de droits variables que nous ne sommes pas tenus de consolider; par conséquent, les billets de BMO de catégorie 1 – série A émis par la fiducie ne sont pas inscrits à notre bilan consolidé. La fiducie a utilisé le produit de l'émission pour acheter de la Banque un billet de dépôt de premier rang, qui est inscrit dans le passif à notre bilan, sous le titre dépôts, au poste entreprises et administrations publiques. Les billets de BMO de catégorie 1 –

série A sont rachetables à certaines conditions au gré de la fiducie, à compter du 31 décembre 2013. Dans certaines circonstances, les billets de BMO de catégorie 1 – série A peuvent être automatiquement échangés ou les intérêts y afférents peuvent être versés, au moyen de l'émission d'actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif de la Banque. Les billets de BMO de catégorie 1 – série A et le billet de dépôt de premier rang émis à la fiducie portent intérêt à un taux annuel de 10,221 % et 10,421 %, respectivement. Ces taux seront rajustés le 31 décembre 2018 et à chaque cinquième anniversaire après cette date, jusqu'au 31 décembre 2103 (la « date de rajustement du taux d'intérêt »). Les billets de BMO de catégorie 1 – série A et le billet de dépôt de premier rang viennent à échéance le 31 décembre 2107.

## Note 12 : Capital-actions

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons émis 33 340 000 actions ordinaires au prix de 30,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant d'environ 1,0 milliard de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons émis 6 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de 6,5 %, série 18,

au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 150 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons racheté la totalité de nos 10 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif, série 6, qui étaient classées dans le passif, au prix de 25,00 \$ l'action, majoré des dividendes

déclarés et non versés à la date du rachat, le prix de rachat global étant d'environ 253 millions de dollars.

Au cours des trimestres terminés le 31 janvier 2009 et le 31 janvier 2008, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires.

Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités qui expire le 7 septembre 2009 et en vertu de laquelle nous sommes autorisés à racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires.

## Capital-actions en circulation a)

(en millions de dollars canadiens sauf indication contraire)

31 janvier 2009

	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres			
Catégorie B - Série 5	8 000 000	200 \$	-
Catégorie B - Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Catégorie B - Série 13	14 000 000	350	-
Catégorie B - Série 14	10 000 000	250	-
Catégorie B - Série 15	10 000 000	250	-
Catégorie B - Série 16	12 000 000	300	-
Catégorie B - Série 18	6 000 000	150	-
		1 896	
Actions ordinaires	540 736 959	5 818	
Actions autodétenues	(994 999)	(38)	
Capital-actions		7 676 \$	
Options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions		s.o.	21 218 592 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 21 et 23 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, aux pages 135 à 138 de notre Rapport annuel 2008.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.  
s.o. - sans objet

## Note 13 : Gestion du capital

Notre cadre de gestion du capital est conçu pour maintenir un niveau de capital qui respecte nos ratios cibles pour le capital réglementaire, correspond à notre évaluation interne du capital économique requis, est conforme à nos cotes de crédit cibles, soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la valeur à long terme pour les actionnaires.

## Note 14 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour constater, mesurer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

### Risque de crédit et de contrepartie

Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face. Nos principales mesures au 31 janvier 2009 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 10 à 12 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre.

### Risque de marché et risque de liquidité et de financement

Le risque de marché représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de

## Actions autodétenues

Lorsque nous achetons nos actions ordinaires dans le cadre de nos activités de négociation, nous comptabilisons le coût de ces actions comme une réduction des capitaux propres. Si ces actions sont revendues pour une valeur supérieure à leur coût, l'écart est comptabilisé comme une augmentation du surplus d'apport. Si ces actions sont revendues pour une valeur inférieure à leur coût, l'écart est d'abord comptabilisé comme une réduction du surplus d'apport, dans la mesure où des montants relatifs aux actions autodétenues sont contenus dans le surplus d'apport, puis l'excédent est comptabilisé comme une réduction des bénéfices non répartis.

Au 31 janvier 2009, nous avons atteint nos cibles en matière de capital. La situation de notre capital au 31 janvier 2009 est exposée en détail dans la section Gestion du capital, aux pages 14 et 15 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre.

change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défaillances. Nous sommes exposés au risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi qu'à nos engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

Les principales mesures au 31 janvier 2009 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 10 à 12 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre.

### Note 15 : Passifs éventuels

À la suite des informations que nous avons présentées, les 27 avril et 17 mai 2007, sur les pertes subies par nos activités de négociation de produits de base, découlant de l'évaluation à la valeur de marché, qui totalisaient 680 millions de dollars (avant impôts) en date du 30 avril 2007, nous avons reçu des demandes de renseignements, des demandes de documents et des assignations provenant des autorités dans les domaines des valeurs mobilières,

des produits de base, des activités bancaires et de l'application des lois, relativement à ces pertes de négociation. Le 18 novembre 2008, des poursuites ont été intentées par ces autorités contre certaines parties concernées par ces pertes de négociation. Nous ne sommes pas partie à ces poursuites. Nous coopérons avec toutes ces autorités.

### Note 16 : Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Le tableau suivant présente les conséquences qu'aurait eues l'établissement de nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis :

(en millions de dollars canadiens, sauf le résultat par action)

Pour les périodes de trois mois terminées le	31 janvier 2009	31 janvier 2008
Revenu net – selon les PCGR du Canada	225 \$	255 \$
Ajustements relatifs aux PCGR des États-Unis	78	5
Revenu net – selon les PCGR des États-Unis	303 \$	260 \$
Résultat par action		
De base – selon les PCGR du Canada	0,39 \$	0,48 \$
De base – selon les PCGR des États-Unis	0,54	0,49
Dilué – selon les PCGR du Canada	0,39	0,47
Dilué – selon les PCGR des États-Unis	0,54	0,48

### Compensation des montants relatifs à certains contrats

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons adopté les nouvelles directives américaines du Financial Accounting Standards Board qui permettent à une entité d'opérer une compensation des montants à la juste valeur comptabilisés au titre des garanties en trésorerie et de la juste valeur des dérivés

conclus avec une même contrepartie en vertu d'un même contrat cadre de compensation. Ces nouvelles directives n'ont pas eu d'incidence sur notre rapprochement avec les PCGR des États-Unis, car notre politique actuelle en ce qui concerne la compensation est conforme à ces directives.

## Note 17 : Segmentation opérationnelle et géographique

### Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance des revenus, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation avant amortissement.

### Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

#### Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises, notamment en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance, de même qu'un éventail complet de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services-conseils, le tout par l'entremise d'un réseau de distribution comprenant des succursales, des services bancaires par téléphone et en ligne, des spécialistes en prêts hypothécaires et des guichets automatiques.

#### Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises de marchés de choix du Midwest américain, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

### Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP), qui exerce ses activités sous les marques BMO au Canada et Harris aux États-Unis, réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons à notre clientèle une vaste gamme de produits et solutions en matière de gestion de patrimoine, notamment des services de courtage traditionnels et en ligne au Canada, et des services de gestion privée et des produits de placement au Canada et aux États-Unis.

### BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, BMO MC est présent dans un large éventail de secteurs. Ce groupe compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de services-conseils liés aux fusions et acquisitions, de banques d'affaires, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres d'emprunt et de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels.

### Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et opérations (T&O) nous assure des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, d'opérations immobilières, de services d'exploitation et d'impartition. T&O axe ses efforts sur les priorités liées à la qualité et à l'efficacité établies à l'échelle de l'organisation afin d'offrir aux clients une expérience exceptionnelle.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les activités décrites plus haut.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

### Normes de présentation

La présentation des résultats de nos groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons aux notes 1 et 2. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui sont expliqués ci-dessous.

#### Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Les rajustements bic des groupes d'exploitation sont éliminés dans les résultats des Services d'entreprise.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et au rendement plus élevé. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

#### Dotations à la provision pour pertes sur créances

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les dotations pour pertes prévues et les dotations exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

### Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

### Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la dotation consolidée à la provision pour pertes sur créances, qui est répartie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens répartis par unité d'exploitation et par région :

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois terminée le <b>31 janvier 2009</b> 2)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	825 \$	240 \$	178 \$	516 \$	(428)\$	1 331 \$
Revenu autre que d'intérêts	449	59	280	211	112	1 111
Revenu total	1 274	299	458	727	(316)	2 442
Dotation à la provision pour pertes sur créances	95	18	1	42	272	428
Frais autres que d'intérêts	715	231	375	473	47	1 841
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	464	50	82	212	(635)	173
Impôts sur les bénéfices	139	16	25	33	(284)	(71)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19
<b>Revenu net</b>	<b>325 \$</b>	<b>34 \$</b>	<b>57 \$</b>	<b>179 \$</b>	<b>(370)\$</b>	<b>225 \$</b>
<b>Actif moyen</b>	<b>125 259 \$</b>	<b>33 753 \$</b>	<b>9 134 \$</b>	<b>288 118 \$</b>	<b>6 739 \$</b>	<b>463 003 \$</b>
<b>Écarts d'acquisition (au)</b>	<b>122 \$</b>	<b>1 117 \$</b>	<b>354 \$</b>	<b>111 \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>1 706 \$</b>

Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008 2)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	773 \$	167 \$	155 \$	310 \$	(191)\$	1 214 \$
Revenu autre que d'intérêts	418	48	364	(37)	19	812
Revenu total	1 191	215	519	273	(172)	2 026
Dotation à la provision pour pertes sur créances	83	9	1	29	108	230
Frais autres que d'intérêts	692	165	372	382	3	1 614
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	416	41	146	(138)	(283)	182
Impôts sur les bénéfices	125	15	50	(109)	(172)	(91)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	18	18
<b>Revenu net</b>	<b>291 \$</b>	<b>26 \$</b>	<b>96 \$</b>	<b>(29) \$</b>	<b>(129)\$</b>	<b>255 \$</b>
<b>Actif moyen</b>	<b>123 386 \$</b>	<b>24 206 \$</b>	<b>7 855 \$</b>	<b>232 990 \$</b>	<b>2 922 \$</b>	<b>391 359 \$</b>
<b>Écarts d'acquisition (au)</b>	<b>104 \$</b>	<b>668 \$</b>	<b>322 \$</b>	<b>93 \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>1 189 \$</b>

Pour la période de trois mois terminée le <b>31 janvier 2009</b>	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	799 \$	425 \$	107 \$	1 331 \$
Revenu autre que d'intérêts	796	367	(52)	1 111
Revenu total	1 595	792	55	2 442
Dotation à la provision pour pertes sur créances	111	317	-	428
Frais autres que d'intérêts	1 285	513	43	1 841
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	199	(38)	12	173
Impôts sur les bénéfices	3	(56)	(18)	(71)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	13	6	-	19
<b>Revenu net</b>	<b>183 \$</b>	<b>12 \$</b>	<b>30 \$</b>	<b>225 \$</b>
<b>Actif moyen</b>	<b>273 968 \$</b>	<b>159 460 \$</b>	<b>29 575 \$</b>	<b>463 003 \$</b>
<b>Écarts d'acquisition (au)</b>	<b>440 \$</b>	<b>1 242 \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>1 706 \$</b>

Pour la période de trois mois terminée le 31 janvier 2008	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	907 \$	213 \$	94 \$	1 214 \$
Revenu autre que d'intérêts	591	289	(68)	812
Revenu total	1 498	502	26	2 026
Dotation à la provision pour pertes sur créances	74	148	8	230
Frais autres que d'intérêts	1 151	414	49	1 614
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	273	(60)	(31)	182
Impôts sur les bénéfices	8	(48)	(51)	(91)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	13	5	-	18
<b>Revenu net</b>	<b>252 \$</b>	<b>(17)\$</b>	<b>20 \$</b>	<b>255 \$</b>
<b>Actif moyen</b>	<b>236 226 \$</b>	<b>122 587 \$</b>	<b>32 546 \$</b>	<b>391 359 \$</b>
<b>Écarts d'acquisition (au)</b>	<b>421 \$</b>	<b>762 \$</b>	<b>6 \$</b>	<b>1 189 \$</b>

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable - voir la section Normes de présentation.

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

## RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

### Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué, les présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Ces documents sont également disponibles aux bureaux de BMO Groupe financier, 100 King Street West, 18<sup>th</sup> Floor, 1 First Canadian Place, Toronto, Ontario, M5X 1A1.

### Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 3 mars 2009 à 12 h 30 (HNE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la conférence sera accessible jusqu'au lundi 25 mai 2009, au 416-695-5800 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 3277495).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Elle sera accessible en différé sur notre site jusqu'au lundi 25 mai 2009.

### Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, [ralph.marranca@bmo.com](mailto:ralph.marranca@bmo.com), 416-867-3996

Lucie Gosselin, Montréal, [lucie.gosselin@bmo.com](mailto:lucie.gosselin@bmo.com), 514-877-8224

### Relations avec les investisseurs

Viki Lazaris, première vice-présidente, [viki.lazaris@bmo.com](mailto:viki.lazaris@bmo.com), 416-867-6656

Steven Bonin, directeur général, [steven.bonin@bmo.com](mailto:steven.bonin@bmo.com), 416-867-5452

Andrew Chin, directeur principal, [andrew.chin@bmo.com](mailto:andrew.chin@bmo.com), 416-867-7019

### Chef des finances

Russel Robertson, chef des finances intérimaire

[russ.robertson@bmo.com](mailto:russ.robertson@bmo.com), 416-867-7360

### Secrétariat général

Blair Morrison, vice-président et secrétaire général

[corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com), 416-867-6785

---

### Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix d'achat moyen

Novembre 2008 32,24 \$

Décembre 2008 30,16 \$

Janvier 2009 32,05 \$

### Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 19<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com)

### Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, 1 First Canadian Place, 18<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

### Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse

[www.bmo.com](http://www.bmo.com)